

Conserver et restaurer le patrimoine culturel

Des métiers et des pratiques en évolution

29 et 30 mars 2018

8^{es} Journées professionnelles de la conservation-restauration

Cité de l'architecture & du patrimoine
Auditorium, 7 avenue Albert de Mun, 75016 Paris

Conserver et restaurer le patrimoine culturel

Des métiers et des pratiques en évolution

29 et 30 mars 2018

SOMMAIRE

Présentation générale	p. 2
Programme	p. 4
Biographies et résumés	p. 8
Bibliographie de référence	p. 23
Dossier documentaire	p. 29
Groupe de travail, comité d'organisation	p. 58

Crédits des images de couverture

Page de couverture : Chantier de restauration des statues-colonnes déposées du portail occidental de la cathédrale de Chartres. © Jeanne Cassier

4^e de couverture : Paris, Institut national de jeunes sourds, rue Saint-Jacques : cirage à chaud du monument à l'abbé de L'Épée. © Amélie Méthivier

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture organise, en partenariat avec la Cité de l'architecture et du patrimoine et l'Institut national du patrimoine, les huitièmes journées professionnelles de la conservation-restauration des biens culturels.

Elles sont, en cette année européenne du patrimoine culturel, consacrées à l'exercice des métiers indispensables aux mesures et actions de la conservation-restauration : formation initiale, adaptation de la formation à la réalité du terrain, évolutions des pratiques, évolution des métiers, des compétences requises, place des métiers dans le processus de conservation-restauration du patrimoine culturel, enjeux pour l'avenir...

Après une introduction historique, l'évolution des métiers sera abordée à travers la transformation des pratiques, au regard notamment de nouveaux patrimoines, le développement de nouvelles compétences voire de nouveaux métiers, la modification de la commande et de l'économie de la conservation restauration, les perspectives et enfin l'évolution des besoins en matière de formation.

Tables rondes et études de cas permettront à une quarantaine d'intervenants de s'exprimer et de présenter leurs expériences dans tous les métiers (restaurateurs, conservateurs, architectes, entreprises, ingénieurs, régisseurs...) et dans tous les champs patrimoniaux (archives, bibliothèques, musées, archéologie, monuments historiques...).

Présentation générale des Journées professionnelles

Dans le cadre du programme scientifique « conservation-restauration des biens culturels » lancé en 2011 par la direction générale des Patrimoines, les Journées professionnelles ont pour objectif de réunir les acteurs de la conservation-restauration dans toutes les disciplines patrimoniales afin d'instaurer un dialogue transversal, de présenter des cas dont la méthodologie ou la problématique sont exemplaires et de susciter une réflexion qui permette de répondre aux nouveaux besoins exprimés.

Elles sont organisées chaque année en partenariat avec la Cité de l'architecture & du patrimoine (CAPA) et l'Institut national du patrimoine par un comité coordonné par le département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique (direction générale des Patrimoines), et constitué de représentants de la direction générale des Patrimoines, des établissements publics et des services à compétence nationale (voir p. 44).

Les premières journées se sont tenues à la Bibliothèque nationale de France le 4 octobre 2011, sur le thème ***Patrimoines et conservation préventive : pratiques comparées et nouveaux enjeux***. Les actes des journées 2011 ont fait l'objet d'un numéro spécial de la revue électronique [*In Situ. Revue des patrimoines*](#).

Les deuxièmes journées ont eu lieu à la Cité de l'architecture & du patrimoine les 2 et 3 octobre 2012 sur le thème ***Architecture et conservation préventive***.

Les 3^e Journées, les 14 et 15 mai 2013, sous le titre ***Le patrimoine, ça déménage !***, étaient consacrées à la protection des fonds, des collections ou des œuvres d'art lors de déménagements, de sinistres ou de travaux dans le bâtiment qui les abrite.

Les 4^e Journées se sont déroulées les 18 et 19 mars 2014 à la CAPA : ***S'unir pour préserver les patrimoines***. Des retours d'expérience ont été présentés autour de quatre thèmes : mutualiser pour accompagner, mutualiser les compétences, mutualisation et action dans les territoires, mutualiser ou échanger les services.

Les 5^e Journées, les 26 et 27 mars 2015, ***Agir pour la préservation du patrimoine, mobiliser les publics !***, à la CAPA, ont été consacrées à la place des publics dans la conservation-restauration. Le choix de ce thème était motivé par l'idée que la conservation-restauration n'est pas seulement une affaire de spécialistes. Tous les actes et les procédures mis en œuvre pour conserver les patrimoines méritent d'être restitués aux publics, qu'il s'agisse d'usagers réguliers (lecteurs, utilisateurs...) ou de simples visiteurs du patrimoine.

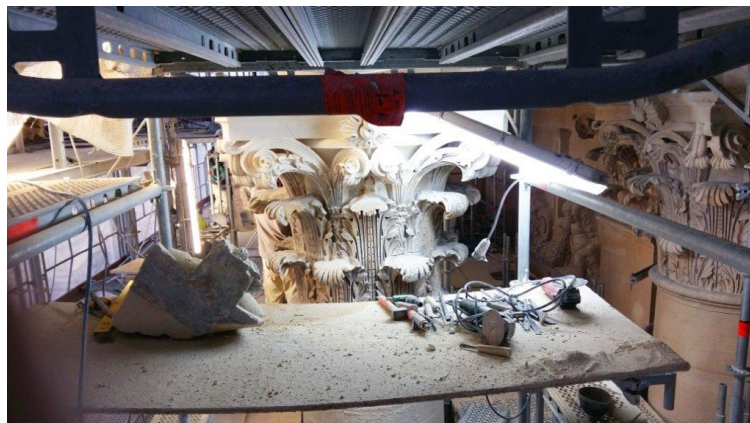
Les 6^e Journées, les 17 et 18 mars 2016, ***Conserver malgré tout ? Limites et défis***, à la CAPA, ont été consacrées à la tension que peut entraîner l'obligation de conservation qui s'attache à tout bien patrimonial au regard des moyens disponibles pour en assurer la conservation-restauration. Elles ont été dédiées aux professionnels confrontés de par le monde à la destruction du patrimoine commun de l'humanité.

Les 7^e Journées, les 23 et 24 mars 2017, ***Innover pour conserver. Recherche et développement en conservation-restauration des biens culturels***, à la CAPA, avaient pour objectif de mettre en lumière les principales thématiques de recherche en cours et les innovations récentes dans le domaine de la conservation-restauration.

Les captations vidéo des Journées 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 sont en ligne sur le site du ministère de la Culture.

Rendez-vous sur les pages :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration>



Église du Val-de-Grâce, chantier Stefan Manciulescu, 2016. © Véronique Cordier

PROGRAMME

Jeudi 29 mars 2018

9 h Accueil des participants

9 h 30 – 10 h

Mot d'accueil de Marie-Christine Labourdette, présidente de la Cité de l'architecture & du patrimoine, sous réserve

Allocution de Philippe Barbat, directeur de l'Institut national du patrimoine

Allocution de Vincent Berjot, directeur général des Patrimoines

SESSION 1 - INTRODUCTION HISTORIQUE – REGARDS CROISÉS – ÉTAT DES LIEUX

Pascal Liévaux, conservateur général, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines, président de séance

10 h – 10 h 20

Retour aux sources de l'institution patrimoniale : faut-il mettre à jour le culte des monuments ?

Pierre Leveau, docteur en philosophie, membre associé au CEPERC, UMR 7304

10 h 25 – 10 h 55

Le marché de la conservation-restauration du patrimoine public et ses professionnels

Léonie Hénaut, chargée de recherche au CNRS, Centre de sociologie des organisations (CSO, CNRS/Sciencespo), et Jasmina Stevanovic, sociologue, chercheuse associée au laboratoire du CSO et au Cerlis

10 h 55 – 11 h 10 Débats

11 h 15 – 12 h 15 **TABLE RONDE : TÉMOIGNAGES SUR L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS : « HISTOIRE D'AGENCES ET D'ATELIERS »**

Modératrice : Aline Magnien, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques

Danièle Amoroso, conservatrice-restauratrice d'œuvres peintes

Pierre Bonnaure, jardinier du patrimoine, chargé des jardins de l'Élysée

Pierre Bortolussi, architecte en chef des monuments historiques

François Duboisset, restaurateur du patrimoine, spécialité mobilier

12 h 15 Déjeuner libre

SESSION 2 - ÉVOLUTION DES MÉTIERS

14 h – 14 h 10 ***Introduction***

Thi Phuong Nguyen, chargée de mission pour la conservation préventive et curative, service interministériel des Archives de France, sous-direction de la Politique archivistique, bureau de l'Archivage électronique, des Normes et Référentiels, présidente de séance

14 h 10 – 15 h 25 **TABLE RONDE : ÉVOLUTION DES MÉTIERS DE LA CONSERVATION-RESTAURATION : LE CAS DE L'ARCHÉOLOGIE**

Modératrice : Charlotte Périn, conservatrice en chef du patrimoine, chef du bureau de la Gestion des vestiges et de la Documentation archéologiques, sous-direction de l'Archéologie

Silvia Païn, conservateur-restaurateur d'objets archéologiques, service archéologique interdépartemental Yvelines – Hauts-de-Seine

Clotilde Proust, responsable du service de conservation-restauration, musée d'Archéologie nationale

Aymeric Raimon, conservateur-restaurateur d'objets archéologiques et historiques, matériaux organiques, métaux et composites

Caroline Relier, directrice de l'Unité de traitement d'information en conservation archéologique (Utica), restauratrice

Évolution des métiers de la conservation-restauration au regard des nouveaux patrimoines

15 h 30 – 15 h 50

L'adaptation des métiers de la conservation-restauration face à l'évolution des demandes et des besoins des nouveaux patrimoines

Sylvie Ramel-Rouzet, consultante en conservation préventive, restauratrice de matériaux modernes et matériaux plastiques

15 h 55 – 16 h 15

Quand l'évolution de l'objet patrimonial transforme le métier : les archivistes et les archives numériques

Stéphanie Roussel, conservatrice du patrimoine, chef du bureau de l'Archivage numérique, des Normes et des Référentiels, service interministériel des Archives de France

16 h 15 – 16 h 30 Pause

Évolution des métiers de la conservation-restauration au regard des nouveaux modes opératoires

16 h 30 – 16 h 50

De l'utilité d'un service de restauration intégré dans un musée d'art moderne et contemporain

Véronique Sorano-Stedman, chef du service de la Restauration des œuvres au MNAM-CCI, Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

16 h 55 – 17 h 15

Régisseur d'œuvres : un métier au service de la conservation préventive

Hélène Vassal, chef du service des Collections, musée national d'Art moderne, coordinatrice du master Régie des œuvres et conservation préventive, École du Louvre

17 h 20 – 17 h 40

Scientifique au service des monuments historiques, une évolution permanente

Annick Texier, ingénieur de recherche, Laboratoire de recherche des monuments historiques

17 h 40 – 18 h 15 Débats

18 h 15 Fin de la journée

Visites sur inscription (le matin à l'accueil), dans les galeries du musée des Monuments français :

- « Dix ans de restaurations » sous la conduite d'Emily Rawlinson, commissaire de l'exposition
- « Architecture et pouvoir, un portail pour la cathédrale de Metz » sous la conduite de Jean-Marc Hofman, commissaire de l'exposition

Visites libres

- « Dix ans d'acquisitions »
- « Georges-Henri Pingusson (1894-1978), une voix singulière du mouvement moderne »

Vendredi 30 mars 2018

SESSION 3 - ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE : RETOURS D'EXPÉRIENCES ET ENJEUX CONTEMPORAINS

9 h – 9 h 10 **Introduction**

Pierre-Antoine Gatier, architecte en chef des monuments historiques, inspecteur général des monuments historiques, enseignant à l'École de Chaillot, président de séance

9 h 10 – 10 h 10 **TABLE RONDE : ENVIRONNEMENT DU PATRIMOINE CULTUREL : CLIMAT, LUMIÈRE, ÉNERGIE**

Modérateur : Pierre-Antoine Gatier

Bruno Bonandrini, ingénieur thermicien, responsable du pôle Exploitation – Maintenance, Archives nationales
François Bourges, directeur de Géologie Environnement Conseil
Isabelle Colson, chef de travaux d'art, service des Musées de France, pôle Muséographie
François Guiguet, co-fondateur de l'agence Aubry & Guiguet programmation

10 h 15 – 10 h 35

Le numérique sur le chantier : évolution ou révolution?

Charlotte Hubert, architecte associée chez h2o architectes, architecte en chef des monuments historiques

10 h 35 – 10 h 50 Pause

10 h 50 – 11 h 10

Chablis, Volis et Faux Ventis... La tempête du 26 décembre 1999 au parc de Champs-sur-Marne

Jean-Michel Sainsard, expert parcs et jardins, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés

11 h 15 – 11 h 35

Produits toxiques : de la prise de conscience à la protection, une longue aventure en cours

Nathalie Le Dantec, adjointe au directeur des études du département des Restaurateurs, chargée de la formation permanente, Institut national du patrimoine

11 h 40 – 12 h

Restauration de naturalia, une spécialité à découvrir

Yveline Huguet, restauratrice spécialisée en matériaux organiques, consultante en conservation préventive

12 h – 12 h 30 Débats

12 h 30 Déjeuner libre

SESSION 4 - ÉCONOMIE DE LA CONSERVATION-RESTAURATION : QUELLES CONDITIONS D'EXERCICE ?

14 h – 14 h 10 **Introduction**

Judith Kagan, chef du bureau de la Conservation du Patrimoine mobilier et instrumental, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, présidente de séance

14 h 10 – 15 h 10 **TABLE RONDE : CONSTRUIRE UN MARCHÉ EN CONSERVATION-RESTAURATION DES BIENS CULTURELS : DIALOGUE ENTRE PRESCRIPTEURS ET SPÉCIALISTES DES MARCHÉS**

Modératrice : Amélie Méthivier, conservation-restauration de sculptures, référente de la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration pour les marchés publics

Magali Béline-Droguet, référente collection pôle Centre-Est, direction de la Conservation des monuments et des collections, Centre des monuments nationaux

Isabelle Bonnard, experte en restauration, département de la Conservation, Bibliothèque nationale de France

Grazia Nicosia, conservateur-restaurateur, service de la conservation préventive, direction de la Recherche et des Collections, musée du Louvre

Pierre-Henry Colombier, sous-directeur du patrimoine et de l'histoire, Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris

15 h 15 – 16 h 15 **TABLE RONDE : FORMATIONS : POUR QUELLE INSERTION ?**

Modérateur : Olivier Zeder, conservateur en chef du patrimoine, directeur des Études du département des Restaurateurs, Institut national du patrimoine

Claude Laroque, maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, responsable du master de méthodologie et pratique de la conservation-restauration, responsable de la section Arts graphiques – Livres

Frédéric Létoffé, co-président du Groupement des entreprises de restauration de monuments historiques

Nathalie Silvie, restauratrice en arts graphiques, enseignante au lycée professionnel de la reliure Corvisart/Tolbiac

Michaël Wälther, facteur d'orgues, responsable pôle Facture d'orgues, professeur au centre de formation de la Facture d'orgues

16 h 15 – 16 h 30 Débats

16 h 30 – 16 h 45 Pause

16 h 45 – 17 h

L'exercice du contrôle scientifique et technique : bilan d'une évaluation

Bruno Saunier, conservateur général du patrimoine, Inspection des patrimoines, collège musées

17 h 05 – 17 h 20

2016-2018, mission de coordination des métiers de la conservation-restauration : point d'étape

Judith Kagan, chef du bureau de la Conservation du Patrimoine mobilier et instrumental, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés

Pascal Liévaux, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines

Lorraine Mailho, chef du département Restauration, Centre de recherche et de restauration des musées de France

17 h 20 – 18 h

Débats et perspectives 2019

18 h Clôture des journées



Remontage des peintures murales (travail du staff). Photo Bérangère Lomont. © MMF-CAPA

BIOGRAPHIES ET RÉSUMÉS

Jeu

SESSION 1 - INTRODUCTION HISTORIQUE – REGARDS CROISÉS – ÉTAT DES LIEUX

Pascal Liévaux, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines, président de séance

Pascal Liévaux est conservateur général du patrimoine, responsable du département en charge de la recherche à la direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture. Docteur en histoire de l'art, spécialiste de l'architecture française d'Ancien Régime, il enseigne à l'École de Chaillot. Dans le cadre de ses fonctions il contribue à la structuration des sciences du patrimoine en tant que champ de recherche à part entière, tant en France, en associant dans des projets communs chercheurs académiques et professionnels du patrimoine, qu'en Europe, notamment par le biais de l'Initiative de programmation conjointe sur le patrimoine culturel (JPI-CH). Il représente le ministère de la Culture au sein du projet européen E-RIHS dont l'objet est la mise en place d'une infrastructure distribuée pour l'analyse des matériaux du patrimoine. animateur du groupe de travail sur la conservation-restauration des biens culturels à l'initiative des journées professionnelles de la conservation-restauration, il a été chargé d'une mission de coordination sur les métiers de la restauration.

10 h – 10 h 20

Retour aux sources de l'institution patrimoniale : faut-il mettre à jour le culte des monuments ?

Pierre Leveau, docteur en philosophie, membre associé au CEPERC, UMR 7304

Pierre Leveau est membre-associé du Centre d'épistémologie et d'ergologie comparatives (CEPERC, UMR 7304, CNRS). Philosophe de formation, il a soutenu en 2012 un doctorat sur l'épistémologie de la conservation du patrimoine et a publié une vingtaine d'articles sur le sujet. En 2017, l'OCIM a publié la première partie de sa thèse : L'institution de la conservation du patrimoine culturel dans l'Entre-Deux-Guerres. Il coordonne un numéro spécial de la Nouvelle revue d'esthétique sur la préservation des patrimoines, à paraître fin 2018. En 2022, il publiera la seconde partie de sa thèse, qui propose de mettre à jour le culte des monuments en extrayant le noyau métaphysique des programmes de recherche scientifique dans le champ du patrimoine.

La restauration du patrimoine a connu, à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, une rapide mutation liée à des choix de société et à l'irruption des sciences de la nature dans les réseaux de conservation. De nouvelles professions ont depuis apparu, comme celle de « conservateur-restaurateur » ou, plus récemment, de « scientifique du patrimoine ». Cette histoire est-elle toujours d'actualité ? Oui, car les processus qui ont fait émerger ces professions sont toujours à l'œuvre. L'informatique et le numérique font évoluer la conservation, comme les sciences historiques et celles de la nature le firent hier ; l'accroissement des échanges et la multiplication des expositions temporaires ont aussi revalorisé le métier de « régisseur », comme le souci d'authenticité a changé celui des « restaurateurs ». D'anciennes pratiques disparaissent tandis que de nouvelles apparaissent et le monde de la conservation se réforme ainsi en suivant l'évolution des sociétés. S'il n'y a pas de leçon à tirer de l'histoire, on peut cependant se demander ce que ses légataires conserveront de leur héritage. Que feront-ils du passé ? Parce qu'il leur appartient de répondre, on ouvrira le débat en rappelant les grandes étapes de l'institution de la conservation-restauration. On mettra en évidence les processus sociaux constitutifs des professions, en insistant plus particulièrement sur la formation, et l'on se demandera si la transformation des sociétés doit conduire les praticiens à changer d'éthique.

10 h 25 – 10 h 55

Le marché de la conservation-restauration du patrimoine public et ses professionnels

Léonie Hénaut, chargée de recherche au CNRS, Centre de sociologie des organisations (CSO, CNRS/Sciences po), et Jasmina Stevanovic, sociologue, chercheuse associée au laboratoire du CSO et au Cerlis

STOP ICI

Léonie Hénaut et Jasmina Stevanovic sont sociologues. Les travaux de Léonie Hénaut s'inscrivent dans la sociologie du travail, des organisations et des groupes professionnels. Elle a consacré de nombreux travaux au champ d'activité

de la conservation-restauration en France et à ses professionnels (restaurateurs, conservateurs, régisseurs), et étudie aujourd'hui la transformation de la division du travail dans les musées américains. Les recherches de Jasmina Stevanovic s'inscrivent dans la sociologie du travail, du genre et de la sociologie visuelle. Elle s'attache à analyser les effets de la dynamique de genre dans les organisations de travail en s'intéressant notamment au cas des officières de la Marine marchande. Elle a réalisé en outre de nombreuses études sur les publics des musées.

La communication s'appuie sur l'étude préalable que nous avons réalisée pour le ministère de la Culture en 2017 dans la perspective du lancement d'une étude statistique et socio-économique de plus grande ampleur sur les professionnels réalisant les travaux de conservation-restauration sur le patrimoine public. À partir d'enquêtes statistiques exploratoires et d'entretiens approfondis avec des acteurs institutionnels et des professionnels intervenant dans les quatre grands domaines patrimoniaux (Monuments historiques, Archives, Archéologie, Musées), nous avons travaillé à produire un cadre de compréhension général des difficultés rencontrées à la fois du côté de la commande et des professionnels, et de leur évolution récente. Il ressort, d'une part, que des professionnels aux profils très variés coexistent sur le marché malgré la convergence des normes en conservation-restauration, et cela pour différentes raisons. D'autre part, l'organisation de la commande comme le travail des professionnels ont été déstabilisés par les nouvelles règles du marché (décentralisation, généralisation des procédures de mise en concurrence, concurrence accrue). Nous avons identifié un certain nombre de difficultés concernant la survie économique, la situation d'emploi, mais aussi les risques psycho-sociaux auxquels ils sont exposés.

11 h 15 – 12 h 15 TABLE RONDE : TÉMOIGNAGES SUR L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS : « HISTOIRE D'AGENCES ET D'ATELIERS »

Modératrice : Aline Magnien, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques

Danièle Amoroso, conservatrice-restauratrice d'œuvres peintes
Pierre Bonnaure, jardinier du patrimoine, chargé des jardins de l'Élysée
Pierre Bortolussi, architecte en chef des monuments historiques
François Duboisset, restaurateur du patrimoine, spécialité mobilier

Aline Magnien, conservateur général du patrimoine, a œuvré au sein de l'Inventaire général des richesses et monuments artistiques de la France de 1994 à 2007 avant de devenir responsable du service des Collections au musée Rodin. Depuis décembre 2016, elle dirige le Laboratoire de recherche des monuments historiques.

Certains métiers ou certaines structures sont particulièrement sensibles non seulement aux évolutions technologiques, matérielles et culturelles mais aussi aux modifications juridiques, qu'elles soient légales ou réglementaires. Les restaurateurs sont ainsi particulièrement sensibles aux changements du cadre des marchés publics qui peuvent bouleverser les règles du jeu et nécessiter une adaptation des comportements, des temporalités ou des conceptions doctrinales. Ces dernières peuvent précéder ou suivre ces évolutions concrètes et leur importance est particulièrement grande aussi pour les architectes en chef des monuments historiques. Si leur corps de doctrine s'appuie encore sur Viollet-le-Duc, leurs formations doivent tenir compte des contextes d'aujourd'hui, des usages et des valeurs culturelles en mutation permanente. Enfin, les jardiniers sont soumis à la fois à ces mêmes transformations mais aussi à des changements sur lesquels leurs moyens d'action sont plus que faibles, comme les mutations climatiques. Quelles évolutions pour ces métiers et comment maintenir une continuité dans un monde en perpétuel mouvement alors qu'à bien des égards, l'on est considéré comme un des gardiens du temple ? Cette table ronde s'efforcera d'apporter quelques éléments de réponse.

Danièle Amoroso est diplômée du département Conservation et restauration d'œuvres peintes de l'école d'art d'Avignon en 1986. Après un an de stages dans différents musées en Grande-Bretagne (Coventry, Glasgow), elle s'installe en 1987 à Avignon, tout d'abord comme salariée du CRETOA puis comme indépendante à partir de 1990. En 1994, elle fonde avec Marc Maire, diplômé de sa promotion, l'atelier Amoroso Waldeis à Avignon. Depuis 1994, l'activité de l'atelier s'est développée régulièrement tant auprès des monuments historiques que des musées. De ce fait, l'équipe s'est étoffée au fil des ans et la structure comporte aujourd'hui quatre conservatrices-restauratrices salariées. Danièle Amoroso a également enseigné à l'école d'art d'Avignon (section conservation-restauration) entre 1995 et 2000.

Après des études en aménagement paysager, Pierre Bonnaure se spécialise en histoire des jardins à l'École d'architecture de Versailles et à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Devenu jardinier en chef au musée du Louvre en 2007, en charge des Tuileries et du Palais-Royal, il rénove le jardin du musée Delacroix et co-dirige une étude sur les jardins du château de Louvois en 2012. Il est co-commissaire de l'exposition « André Le Nôtre, un règne végétal » en 2013 et replante le bosquet nord-est des Tuileries en 2014. Il devient en 2017 responsable des parcs et jardins des résidences présidentielles. Pierre Bonnaure s'intéresse à l'histoire des plantes ornementales, aux enjeux de l'entretien et de la conservation des jardins historiques dans le nécessaire respect de l'environnement et à beaucoup d'autres choses curieuses.

Pierre Bortolussi obtient son diplôme d'architecte DPLG en 1996 à l'École de Paris-La Défense, avant de suivre le cursus de l'École de Chaillot dont il sort diplômé en 1999. Il passe le concours d'architecte en chef des monuments historiques en 2001. Auparavant, il a successivement exercé les fonctions d'adjoint technique des Bâtiments de France et de technicien des Bâtiments de France (SDAP de l'Eure-et-Loir), a été collaborateur de Benjamin Mouton, ACMH-IGMH, puis chef de l'agence Benjamin Mouton. Depuis 2014, il est également inspecteur général des monuments historiques. Professeur associé à l'École de Chaillot pour le champ « Édifice, monument », il a en charge, en tant qu'ACMH, le département des Vosges, le site de Port-Royal des Champs à Magny-les-Hameaux, les dépendances du château de Versailles et le château de Pierrefonds. En tant qu'IGMH, il intervient dans les régions Centre et Pays-de-la-Loire.

François Duboisset est restaurateur du patrimoine, diplômé en 2010 de l'Institut national du patrimoine, département des restaurateurs, spécialité mobilier et objets bois. Après 10 ans d'études et de débuts professionnels à Paris, il s'est installé à Marseille et a ouvert en partenariat avec Marjorie Nastro un atelier spécialisé dans la conservation et la restauration de peintures et objets bois. Avec un BTS en conception industrielle, François Duboisset est aussi spécialisé dans la restauration du patrimoine industriel, des matériaux plastiques et du caoutchouc. Il enseigne cette spécialité à l'école d'art d'Avignon. François Duboisset est gérant de la SARL Rouge Cadmium, société spécialisée dans la conservation et la restauration d'objets et œuvres d'art auprès des musées, collectivités publiques, monuments historiques.

SESSION 2 - ÉVOLUTION DES MÉTIERS

14 h – 14 h 10 Introduction

Thi Phuong Nguyen, chargée de mission pour la conservation préventive et curative, service interministériel des Archives de France, sous-direction de la Politique archivistique, bureau de l'Archivage électronique, des Normes et Référentiels, présidente de séance

Après des études en physique et chimie analytique, Thi-Phuong Nguyen a été pendant treize ans à la tête du laboratoire scientifique et technique de la Bibliothèque nationale de France qu'elle quitte en 2012 pour rejoindre le Centre national du cinéma et de l'image animée comme chef du service de l'Inventaire et de la Conservation à la direction du Patrimoine cinématographique. Depuis 2016, elle exerce les fonctions de chargée de mission sur les questions de conservation préventive et curative au Service interministériel des Archives de France où elle procure conseils, expertises et formations en conservation préventive pour l'ensemble du réseau des services publics d'archives territoriales.

14 h 10 – 15 h 25 TABLE RONDE : ÉVOLUTION DES MÉTIERS DE LA CONSERVATION-RESTAURATION : LE CAS DE L'ARCHÉOLOGIE

Modératrice : Charlotte Périn, conservatrice en chef du patrimoine, chef du bureau de la Gestion des vestiges et de la Documentation archéologiques, sous-direction de l'Archéologie

Silvia Païn, conservateur-restaurateur d'objets archéologiques, service archéologique interdépartemental Yvelines – Hauts-de-Seine

Clotilde Proust, responsable du service de conservation-restauration, musée d'Archéologie nationale

Aymeric Raimon, conservateur-restaurateur d'objets archéologiques et historiques, matériaux organiques, métaux et composites

Caroline Relier, directrice de l'Unité de traitement d'information en conservation archéologique (Utica), restauratrice

Charlotte Périn, après un double cursus universitaire en histoire de l'art médiéval et en droit, a fait carrière dans les musées territoriaux de spécialité archéologique ou ethnographique avant d'intégrer le ministère de la Culture en

2005. Responsable de la mission transfert des dépôts de l'État au sein du département des Collections du service des Musées de France, elle a intégré la direction de l'Architecture et du Patrimoine (SDARCHETIS) en 2008 en tant que chef de projet pour la création des Centres de conservation et d'étude (CCE). Depuis 2010, elle dirige le « jeune » bureau de la Gestion des vestiges et de la Documentation archéologiques, créé au sein de la sous-direction de l'Archéologie.

La « spécialité » archéologie en conservation-restauration s'est particulièrement développée lors du boom de l'archéologie préventive durant les années 1970, en raison du besoin des archéologues d'être assistés par des spécialistes des matériaux sensibles, à des fins d'identification des objets exhumés lors des fouilles, de stabilisation pour leur étude et de conservation préventive à long terme. Ces spécificités sont venues s'ajouter à celles, plus classiques, de stabilisation, nettoyage et restauration effectués au sein des collections versées dans les musées. De ce fait, la présence des conservateurs-restaurateurs s'est imposée progressivement dans toute la chaîne opératoire de l'archéologie mais leur intégration dans les équipes des services archéologiques, des ateliers dédiés ou des musées ne s'est pas faite de façon systématique. De plus, l'obligation de candidater à des marchés publics a profondément affecté la profession. Outre l'extrême lourdeur administrative qu'ils représentent, que ce soit pour le commanditaire ou le prestataire, souvent pour des sommes minimes, ils ne sont pas adaptés au temps de l'archéologie : alors que les travaux devraient être concomitants aux opérations de terrain, ceux-ci se trouvent déconnectés et perdent alors une partie de leur sens. Les professionnels sont de plus en plus cantonnés à participer à des chantiers des collections au détriment de l'ingénierie lors de la phase terrain ou post-fouille des opérations archéologiques.

Diplômée en conservation-restauration des biens culturels à l'université de Paris-I en 1985, Silvia Païn est spécialisée dans le traitement des objets archéologiques. Elle travaille depuis 1989 au service archéologique départemental des Yvelines, devenu service archéologique interdépartemental Yvelines – Hauts-de-Seine en 2016. Elle est l'auteur de nombreuses interventions à des rencontres professionnelles et de publications, sur des thématiques touchant à la conservation-restauration en archéologie, la conservation préventive et la gestion du mobilier archéologique. Elle participe à des enseignements en formation initiale et continue sur ces sujets.

Diplômée du master Conservation-restauration des biens culturels (CRBC) de Paris-I, spécialité archéologie, Clotilde Proust a réussi le concours de chef de travaux d'art du ministère de la Culture en 2007. Elle est depuis responsable du service de Conservation-restauration du musée d'Archéologie nationale à Saint-Germain-en-Laye. Elle y a développé la recherche sur les restes organiques minéralisés dans la corrosion des métaux et a enseigné sa méthodologie aux étudiants du master CRBC de Paris-I de 2011 à 2015. Elle s'est intéressée aux origines de sa profession et a préparé un doctorat, soutenu en 2017, sur l'histoire de la conservation-restauration en archéologie, Les ateliers du musée des Antiquités nationales. Aux origines de la restauration en archéologie, sous la direction du professeur Alain Schnapp, dans lequel elle démontre la spécificité de ce métier, maillon indispensable de la recherche archéologique.

Aymeric Raimon est conservateur-restaurateur du patrimoine spécialisé dans le traitement du mobilier archéologique et historique (métaux et matériaux organiques). En 2013, il est diplômé du master de conservation-restauration des biens culturels de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne après avoir travaillé sur la problématique du conditionnement et de la gestion du bois gorgé d'eau sur les sites archéologiques et dans les dépôts de fouille. Depuis l'obtention de son diplôme, il travaille comme salarié ou indépendant pour des instituts publics et privés tant en France qu'à l'étranger sur des projets de conservation-restauration, d'étude préalable et technique, et de formation.

Titulaire d'une maîtrise de sciences et techniques en conservation-restauration des biens culturels en 1980 et spécialisée dans le domaine de la conservation-restauration du mobilier archéologique, Caroline Relier a participé à plusieurs chantiers de fouilles préventives, principalement à Saint-Denis, dans la cour Napoléon du Louvre et au sein de missions archéologiques françaises au Proche-Orient et en Asie centrale. Depuis 1988, elle dirige le laboratoire Utica spécialisé en conservation-restauration des métaux et matériaux organiques archéologiques. Dans ce cadre, elle effectue des prestations de conservation-restauration pour les opérateurs de fouilles préventives dont l'Inrap, les services archéologiques de collectivités territoriales ainsi que les musées nationaux et musées de France. Parallèlement, elle développe son activité en conservation préventive : intervention sur les sites à la demande des archéologues, évaluation de l'état de conservation des collections et des besoins en traitements, étude et programmation dans le cadre de la création ou de la rénovation de réserves, formation de personnels. Enfin, elle dispense des cours dans le cadre de diverses formations continues ou permanentes à l'Inp et à l'École du Louvre.

Évolution des métiers de la conservation-restauration au regard des nouveaux patrimoines

15 h 30 – 15 h 50

L'adaptation des métiers de la conservation-restauration face à l'évolution des demandes et des besoins des nouveaux patrimoines

Sylvie Ramel-Rouzet, consultante en conservation préventive, restauratrice de matériaux modernes et matériaux plastiques

Sylvie Ramel-Rouzet est diplômée de Paris I en conservation-restauration de matériaux modernes, matériaux plastiques et élastomères et en conservation préventive. Elle partage aujourd'hui son activité entre la restauration, le conseil, la conduite de projets et la formation. Elle a eu l'occasion de participer à plusieurs projets de recherche sur les matériaux plastiques. Son activité de consultant en conservation préventive lui a permis ces dernières années d'adapter ses pratiques autour des nouveaux patrimoines, tant du point de vue de leur conservation, que de leur restauration ou de leur valorisation.

Après vingt ans d'exercice dans ce domaine, force est de constater de nombreux changements dans l'exercice de la conservation-restauration et de la conservation préventive. Mon expérience initiale en institution puis mon établissement en profession libérale, me permettent d'apprécier différents points de vue au sein d'un milieu professionnel singulier. L'évolution des connaissances et le développement de la recherche autour des matériaux plastiques ont favorisé petit à petit la mise en place de méthodes spécifiques d'intervention mais aussi un travail en étroite collaboration avec des centres de recherche. Cela en fait-il pour autant un métier à part entière ? Le développement de la conservation préventive et un intérêt avéré pour l'art contemporain et les collections scientifiques m'ont amenée à mettre en place des projets, m'ouvrant à de nouvelles collaborations, disciplines, et connaissances. En utilisant l'exemple de quatre projets différents, je soulèverai la spécificité des nouveaux patrimoines : valeurs, matériaux, dimensions, statuts, etc. Les commanditaires, publics ou privés, questionnent nos métiers en les mettant à l'épreuve de nouveaux objectifs, de matériaux industriels et de nouvelles collaborations interdisciplinaires. Tantôt chef de projet, conseiller, chercheur, restaurateur, consultant, assistant à maîtrise d'ouvrage, comment arriver à faire de nos contraintes professionnelles des vecteurs d'évolution ou de diversification professionnelle ?

15 h 55 – 16 h 15

Quand l'évolution de l'objet patrimonial transforme le métier : les archivistes et les archives numériques

Stéphanie Roussel, conservatrice du patrimoine, chef du bureau de l'Archivage numérique, des Normes et des Référentiels, Service interministériel des Archives de France

Conservateur du patrimoine, Stéphanie Roussel est depuis 2010 au service du réseau des archives publiques, particulièrement dans les domaines de la collecte des archives publiques, de la dématérialisation et de l'archivage numérique. Elle est actuellement chef du bureau de l'Archivage numérique, des Normes et des Référentiels au Service interministériel des Archives de France.

Le métier d'archiviste a largement été pénétré par le numérique depuis une trentaine d'années : processus métier informatisés obligeant à plus de standardisation et d'interopérabilité, relations avec le public transformées par les portails et sites web sur lesquels sont mises à disposition de nombreuses ressources, numérisation massive des archives pour faciliter l'accès à distance et sauvegarder des originaux fragiles... Ces mutations, tous les métiers les vivent, elles ne sont propres ni aux archivistes ni aux autres métiers du patrimoine. Mais les archivistes sont en outre confrontés à une révolution supplémentaire : l'objet qu'ils manipulent au quotidien est lui-même en train de changer de nature, contraignant par là les archivistes à réviser leurs pratiques, leurs concepts, leurs outils et, plus généralement, leur environnement de travail. Cette transformation conduit à des interrogations nombreuses qui traversent et bouleversent actuellement la profession en profondeur, allant jusqu'à interroger l'identité même de l'archiviste et son avenir au moment où de plus en plus de métiers émergent autour de l'information et de la donnée. Cette communication sera donc l'occasion de réfléchir aux évolutions du métier d'archiviste et de sa pratique quotidienne au regard de ces objets polymorphiques et kaléidoscopiques que sont les archives numériques.

Évolution des métiers de la conservation-restauration au regard des nouveaux modes opératoires

16 h 30 – 16 h 50

De l'utilité d'un service de restauration intégré dans un musée d'art moderne et contemporain

Véronique Sorano-Stedman, chef du service de la Restauration des œuvres au MNAM-CCI, Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Ancienne élève de l'École du Louvre, titulaire d'une maîtrise de sciences et techniques en conservation-restauration des biens culturels à Paris-I et de l'Institut français de restauration des œuvres d'art (actuel INP), Véronique Sorano a exercé en tant que restauratrice indépendante auprès du CRMF et des Monuments historiques durant vingt-deux ans. Co-gérante avec Cinzia Pasquali de la société « Arcanes », elle a dirigé des chantiers de peintures monumentales comme la galerie d'Apollon au Louvre, la galerie des Glaces à Versailles, le pavillon de l'Aurore à Sceaux. Responsable depuis 2010 du service de restauration des œuvres au MNAM-CCI Centre d'art et de culture Georges-Pompidou, elle a rejoint le groupe de CRBC en 2016.

Le musée d'Art moderne du Centre Georges-Pompidou se singularise par la nature de ses collections et son fonctionnement. Il assure la diffusion à grande échelle (plus de 5 000 prêts par an) d'œuvres modernes et contemporaines dans des domaines aussi variés que la peinture, la sculpture, les installations, les arts graphiques, le design, la photographie, l'architecture, la création industrielle. Les enjeux de conservation de ce type de collections sont liés à la faculté des restaurateurs de travailler de façon pluridisciplinaire, en liaison avec tous les autres services, d'assurer des missions aussi diverses que le conseil auprès des artistes, la conservation préventive, la recherche appliquée, la coordination de projets. Présents à tous les niveaux d'une chaîne de prêt, en amont des acquisitions, lors du suivi des accrochages et du déploiement des collections à l'étranger, les restaurateurs sont au plus près de la collection dont ils suivent l'évolution matérielle dans le temps et programment les interventions préventives ou curatives nécessaires. Leur intégration dans l'institution facilite la création de réseaux internationaux et l'accès à leurs homologues dans les musées étrangers. Certaines restaurations fondamentales sur des œuvres complexes, comme *Le Magasin* de Ben, illustrent la nécessité d'une parfaite fluidité dans la coordination et l'échange des acteurs impliqués au sein d'une même institution.

16 h 55 – 17 h 15

Régisseur d'œuvres : un métier au service de la conservation préventive

Hélène Vassal, chef du service des Collections, musée national d'Art moderne, coordinatrice du master Régie des œuvres et conservation préventive, École du Louvre

Diplômée en sciences politiques, en gestion des institutions culturelles et en conservation préventive, Hélène Vassal entre au ministère de la Culture en 1989 et rejoint en 1999 l'équipe du musée Guimet, dans le cadre de sa rénovation, comme régisseur des collections puis comme chef du service de la Muséographie. En 2006, elle participe à l'ouverture du musée du Quai Branly. Elle rejoint l'équipe scientifique de l'agence France-Muséums, opérateur du Louvre Abou Dhabi en 2008, puis intègre en 2014 le Centre Georges-Pompidou en tant que chef du service de la Régie des œuvres. Elle est depuis 2017 chef du service des Collections au musée national d'Art moderne. Elle fonde par ailleurs l'Association française des régisseurs d'œuvres d'art en 1997 et contribue à la mise en place de formations appliquées au domaine. Depuis 2006, elle assure la responsabilité pédagogique du master Régie des œuvres et conservation préventive à l'École du Louvre. Membre actif de l'ICOM depuis 1998, elle a été élue du comité français en 2004 et réélue en 2016.

« Inventé » en France en 1977 à l'ouverture du Centre Pompidou, structuré depuis seulement une vingtaine d'années, reconnu depuis un peu plus de dix ans en France, le métier de régisseur d'œuvres possède aujourd'hui ses caractéristiques propres. Devenue l'une des fonctions clefs dans la gestion des flux d'œuvres et des collections dans le cadre des prêts et expositions, sa légitimation passe par la mise en place de formations dédiées de plus en plus nombreuses et par une professionnalisation accrue. Cette intervention permettra de revenir sur les grandes phases de cette histoire professionnelle et d'identifier les évolutions que connaît aujourd'hui ce métier, liées notamment à l'émergence de nouveaux enjeux de conservation et de diffusion dans les institutions patrimoniales.

17 h 20 – 17 h 40

Scientifique au service des monuments historiques, une évolution permanente

Annick Texier, ingénieur de recherche, Laboratoire de recherche des monuments historiques

Annick Texier est scientifique de la conservation. Elle a commencé sa carrière dans l'industrie du traitement de surface des métaux, puis a intégré le ministère de la Culture en 1983 au sein du pôle Vitrail du Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH) à Champs-sur-Marne. Elle a créé et développé le pôle scientifique Métal qui assure depuis trente ans diverses expertises et recherches sur les métaux dans les monuments historiques. Son intérêt pour les matériaux du XIX^e et XX^e siècle lui a permis d'identifier les problématiques technico-scientifiques du béton et dès 1992, d'être active dans le développement d'une activité de recherche sur ce matériau qui a abouti à la création d'une nouvelle compétence au LRMH au sein du pôle scientifique Béton. Elle travaille dans la pluridisciplinarité et l'échange via le réseau qu'elle a su créer autour de la thématique métal, composé de spécialistes institutionnels ou privés, du milieu de la conservation-restauration ou de l'industrie, artisans, chercheurs, restaurateurs, scientifiques, historiens, archéomètres... Elle a acquis une expertise internationale dans les divers domaines de l'identification des métaux et de leurs altérations, de l'archéométrie du métal dans le bâti, mais aussi dans les techniques de mise en œuvre et de finition de surface. Elle contribue au développement des techniques d'investigation et de conservation-restauration. Elle participe à la formation des architectes du patrimoine, des restaurateurs et des conservateurs dans les formations initiales ou permanentes.

Vendredi 30 mars 2018

SESSION 3 - ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE : RETOURS D'EXPÉRIENCES ET ENJEUX CONTEMPORAINS

9 h – 9 h 10 **Introduction**

Pierre-Antoine Gatier, architecte en chef des monuments historiques, inspecteur général des monuments historiques, enseignant à l'École de Chaillot, président de séance

Pierre-Antoine Gatier est architecte DPLG depuis 1984, après avoir été diplômé de muséologie à l'École du Louvre en 1983. Nommé architecte en chef des monuments historiques en 1990, puis inspecteur général des monuments historiques en Rhône-Alpes, Lorraine et DOM en 2003, il enseigne l'histoire et la restauration du béton armé et l'histoire du métal à l'École de Chaillot et également à l'ENSA Belleville. Il conduit des missions d'expertise à l'étranger et est intervenu, notamment, à La Nouvelle-Orléans dans le cadre de l'assistance apportée par le ministère de la Culture et de la Communication après l'ouragan Katrina (2005). Membre de l'Académie d'architecture, président d'Icomos France, Pierre-Antoine Gatier a été le premier lauréat du Richard Morris Hunt Prize en 1991 pour son étude « La Préservation historique aux États-Unis ».

9 h 10 – 10 h 10 **TABLE RONDE : ENVIRONNEMENT DU PATRIMOINE CULTUREL : CLIMAT, LUMIÈRE, ÉNERGIE**
Modérateur : Pierre-Antoine Gatier

Bruno Bonandrini, ingénieur thermicien, responsable du pôle Exploitation – Maintenance, Archives nationales
François Bourges, directeur de Géologie Environnement Conseil
Isabelle Colson, chef de travaux d'art, service des Musées de France, pôle Muséographie
François Guiguet, co-fondateur de l'agence Aubry & Guiguet programmation

Pierre Bonandrini est ingénieur diplômé de l'INSA de Lyon en génie énergétique (1980). Il a six ans d'expérience en audit énergétique en milieu industriel (ingénieur conseil), dix ans d'expérience en entreprises du génie climatique et a été pendant dix ans responsable d'exploitation « climatisation » à la Bibliothèque nationale de France. Depuis 2010, il est responsable des lots techniques dans l'équipe « projet » de la construction du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine puis responsable du pôle Exploitation-Maintenance des Archives nationales.

Géologue de formation (thèse à l'université Paul-Sabatier, Toulouse), François Bourges travaille depuis plus de vingt ans en hydrogéologie karstique. Il se consacre à l'étude des dynamiques de transfert (eau, air, CO₂) du karst et de ses microclimats, avec pour objectif la préservation du patrimoine souterrain : grottes ornées (Chauvet, Pech Merle, Niaux, Gargas, Marsoulas, Mas d'Azil, etc.) mais aussi sites naturels (aven d'Ornac, gouffre d'Esparros). Il dirige le bureau d'études GEConseil et est membre de la CNPA.

François Guiguet est architecte programmiste, cofondateur de l'agence AG Studio d'ingénierie culturelle, de programmation architecturale, technique et urbaine. Il intervient également dans le cadre du master de conservation des biens culturels de Paris-I. Son travail depuis trente ans l'a amené à étudier de très nombreux projets dans l'univers culturel et notamment muséal, à différents niveaux, depuis le conseil en positionnement, la programmation, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la maîtrise d'œuvre muséographique. Sa préoccupation professionnelle principale est d'étudier, au préalable du projet architectural, quelles seront les conditions à observer pour la réussite des opérations. Il a œuvré à de nombreux projets mettant en jeu la conservation des biens culturels, que ce soient des réserves muséales, des ateliers de restauration d'œuvres d'art, des espaces de présentation d'œuvres d'art au sein de musées.

À l'issue de ses études de restauration (Paris-I-Panthéon-Sorbonne), spécialité archéologie (verre, céramique, métal), Isabelle Colson est entrée au service des Sceaux des Archives nationales en 1997 après avoir obtenu le titre de chef de travaux d'art. Responsable de l'atelier de 1999 à 2001, elle a travaillé au département Conservation préventive du C2RMF de 2006 à 2017. Titulaire d'un master 2 en conservation préventive (2009), elle s'est aujourd'hui spécialisée dans l'étude des vitrines et des conditions environnementales de conservation des œuvres afin de les améliorer. Elle travaille depuis janvier 2018 au bureau de l'innovation et du conseil technique du service des Musées de France.

10 h 15 – 10 h 35

Le numérique sur le chantier : évolution ou révolution?

Charlotte Hubert, architecte associée chez h2o architectes, architecte en chef des monuments historiques

Après ses études à l'école d'architecture de Nantes et à la faculté d'architecture de Florence, Charlotte Hubert est diplômée de l'école d'architecture de Paris-Belleville en 1999. Elle entre ensuite dans l'agence Opus 5 architectes dirigée par Agnès Pontremoli et Bruno Decaris et travaille sur les projets de restauration de monuments historiques que réalise ce dernier en tant qu'architecte en chef des monuments historiques. En 2005, elle crée avec Jean-Jacques Hubert l'agence h2o architectes qui, par le savoir-faire complémentaire de ses associés dans la restauration de monuments historiques et dans la création architecturale, développe des projets qui donnent à lire, accompagnent et transmettent les qualités patrimoniales de lieux chargés de sens. La qualité de la démarche et des projets de cette jeune agence est récompensée en 2008 par les Nouveaux Albums des jeunes architectes et paysagistes dont Charlotte et Jean-Jacques Hubert sont lauréats. Rejoints cette même année par un nouvel associé, Antoine Santiard, h2o architectes entreprend de nombreux projets de reconversion d'édifices de grande qualité patrimoniale, de création architecturale et d'aménagements urbains. Elle enrichit aussi sa démarche par des recherches dans les domaines de l'histoire de l'architecture ou du design, suivant la sensibilité de ses associés. Architecte en chef des monuments historiques depuis 2016, elle crée l'agence Eugène, complémentaire à h2o architectes, spécialisée dans les projets de restauration de monuments historiques. Dans ces activités, Charlotte Hubert porte une attention particulière à la modification des usages et des perceptions du patrimoine dans notre société et à l'évolution des pratiques dans le domaine de la restauration des monuments historiques.

10 h 50 – 11 h 10

Chablis, Volis et Faux Ventis... La tempête du 26 décembre 1999 au parc de Champs-sur-Marne

Jean-Michel Sainsard, expert parcs et jardins, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés

Jardinier des Domaines de l'État, Jean-Michel Sainsard a été affecté de 1978 à 2004 aux domaines de Matignon, Champs-sur-Marne, Malmaison et Compiègne. En 2004, il rejoint la direction de l'Architecture et du Patrimoine comme chargé de mission. Depuis 2010, il exerce les fonctions d'expert pour les parcs et jardins protégés au titre des monuments historiques à la direction générale des Patrimoines. En 2014 il est l'auteur, avec Stéphanie de Courtois et Denis Mirallié, de : « Le jardinier et le projet, pour une adaptation aux changements climatiques », dans Historic Gardens and Climate Change. Recommendations for Preservation, Actes du colloque international, Potsdam, 4-6 sept. 2014, et de : « Le jardinier ne sort pas d'une graine », Actes du colloque « Que deviennent les jardins historiques ? », 15-16 mai 2017, Sceaux, à paraître. Il anime également le blog L'année du jardinier (<http://anneedujardinier.blogspot.fr/>).

Les tempêtes des 26 et 27 décembre 1999 ont balayé la France avec une violence que l'on ne connaissait pas. Ces deux cyclones extratropicaux extrêmement puissants sont responsables en Europe de la mort de 140 personnes et de 20 milliards de dollars de dommages matériels. La forêt française, quant à elle, totalise près de 140 millions de mètres cubes de bois abattus. Parmi les monuments historiques, ce sont les jardins qui ont le plus souffert. Des dizaines de milliers d'arbres à Versailles et à Saint-Cloud. Champs-sur-Marne a perdu la totalité de ses bosquets. Si ces tempêtes ont fait prendre conscience du changement climatique, le jardinier du patrimoine s'interroge sur les techniques de restauration et de gestion à mettre en place. Cette réflexion a conduit à la mise en place du plan de gestion de Champs-sur-Marne qui privilégiera notamment la régénération naturelle des bosquets abattus.

11 h 15 – 11 h 35

Produits toxiques : de la prise de conscience à la protection, une longue aventure en cours

Nathalie Le Dantec, adjointe au directeur des études du département des restaurateurs, chargée de la formation permanente, Institut national du patrimoine

Nathalie Palmade-Le Dantec est diplômée en conservation-restauration des biens culturels, spécialité peintures et art moderne et contemporain, ainsi qu'en conservation préventive. Elle a tout d'abord exercé en libéral pendant une vingtaine d'années en travaillant pour les musées et dirigé des chantiers prestigieux de restauration et de conservation préventive, avant de devenir, en 2007, responsable de la formation permanente au département des restaurateurs de l'Institut national du patrimoine. Parallèlement à ses activités, elle a mené des travaux de recherche concernant, notamment, la toxicité des solvants utilisés en restauration et leur remplacement. Depuis 1999, elle enseigne et coordonne les formations dispensées dans ce domaine et en conservation préventive, notamment en formation initiale. Plus récemment, elle a également abordé la question de la gestion des collections contenant des produits toxiques. La direction de la formation permanente du département des restaurateurs lui permet de mener une veille scientifique et technologique des avancées dans ces domaines afin d'en favoriser leur diffusion dans un souci d'évolution et de progrès.

Depuis les années 1970, les pratiques de la conservation-restauration se professionnalisent mais, concernant le risque chimique, on constate qu'aux risques déjà existants se sont ajoutés un grand nombre de produits chimiques aux risques physico-chimiques et toxicologiques souvent mal évalués et gérés. En effet, la prise de conscience des effets des solvants sur les polychromies, par exemple, et le désir de contrôle qui en a découlé, a multiplié les tests réalisés en amont de la restauration proprement dite et considérablement augmenté le nombre de solvants utilisés seuls ou en mélange. Cette situation est liée à l'évolution de la profession mais aussi à celle de l'industrie. Face à ce risque, la situation est différente en France, dans les différents pays d'Europe et en Amérique du Nord. Aux États-Unis, l'AIC¹, fondé en 1972, comprend une branche santé-sécurité mais, jusqu'en 1980, la prise en compte du risque physico-chimique et toxicologique est inexistante ou insuffisante. Elle apparaît notamment grâce aux travaux de Richard Wolbers, qui publie les premiers essais sur des techniques aqueuses en posant le problème de la toxicité des solvants, alors qu'en 1991, l'IRPA publie son cours, qui reste une référence, sur l'action des solvants avec une proposition de 22 recettes d'une vingtaine de solvants comprenant notamment du toluène, du xylène, du dichloroéthane et du méthanol... tous connus pour être hautement toxiques. En France, il faut attendre 1999 pour que le premier cours sur la toxicité et la sécurité dans un atelier soit donné à l'Inp. Aujourd'hui, la prise de conscience collective au niveau mondial sensibilise les jeunes générations et en France, la prise de conscience par les professionnels avance, en particulier avec les nombreux cours proposés par l'Institut national du patrimoine sur le sujet ; les cours dispensés par l'OCIM pour le patrimoine d'histoire naturelle, les colloques organisés par le Laboratoire de conservation, restauration et recherches (LCRR) en 2007 et 2010 (en partenariat également avec le CICRP Marseille), 2013 et le projet européen Joconda² sur la santé-sécurité en conservation-restauration du patrimoine. Remarquons également la création d'un groupe de travail sur le risque « Amiante dans les collections » du ministère de la Culture et les sixièmes rencontres organisées par le ministère en 2016 abordant le thème des risques présents dans les collections. Malgré ces avancées et prises de conscience, force est de constater qu'en France, le restaurateur ne se protège pas encore suffisamment, et ceci pour des raisons économiques. L'augmentation du coût engendré par les dépenses de sécurité apparaît comme un handicap dans un secteur soumis à la concurrence.

11 h 40 – 12 h

Restauration de naturalia, une spécialité à découvrir

Yveline Huguet, restauratrice spécialisée en matériaux organiques, consultante en conservation préventive

Yveline Huguet (CRP-Art) est consultante en conservation préventive et conservatrice-restauratrice spécialisée en matériaux organiques et plus particulièrement restauration des plumes, et diplômée des master II en CRBC et en CP de l'université Paris-I. Elle réalise des études en conservation préventive et des évaluations sanitaires des collections patrimoniales avec une prédilection pour l'histoire naturelle depuis 2013. Elle restaure des œuvres en matériaux organiques composites quelle que soit leur typologie ; ethnologie, historique, archéologique, beaux-arts et histoire naturelle. Parallèlement, elle enseigne au lycée professionnel Corvisart-Tolbiac, Paris 13^e, au sein de l'équipe pédagogique pour former les futurs techniciens en préservation des collections (MCECP) depuis 2008.

Les collections d'histoire naturelle se définissent par la nature des objets qu'elles conservent. Leur richesse et leur singularité viennent, d'une part, de la diversité des espèces représentées et, d'autre part, des quantités importantes d'items enregistrées. Présentes dans les muséums et musées mixtes, elles possèdent plusieurs statuts : objet d'étude, scientifique, pédagogique, etc. Les deux restauratrices issues de la MST de Paris I en 2005 ont été rejointes, en 2010, par de jeunes diplômées de l'INP, l'ESAA et l'ESBA de Tours. Peu nombreuses dans cette spécialité naissante, nous œuvrons de façon collégiale en nous associant au besoin à des taxidermistes et des techniciens en préservation. Le nombre de chantiers et leur ampleur sont proportionnels à la prise de conscience de la patrimonialité de ces collections mais aussi à la fragilité et la rareté de plus en plus prégnante de certaines espèces. Cette spécialité n'existe pas en tant que telle dans les formations en conservation-restauration françaises. Les étudiants se forment sur le terrain par le biais de stages et de collaborations avec les taxidermistes et/ou auprès des deux restaurateurs de naturalia en poste. Les sujets de fin d'étude sont autant d'occasions de faire évoluer les techniques de restauration propres à cette discipline car la recherche en la matière est balbutiante et les publications rares.

¹ American Institute for Conservation of historic and artistic works.

² Partenariats Leonardo da Vinci n° 2011-1-FR1-LEO04-24215 2.

En attendant la création d'un poste de restaurateur au sein d'un laboratoire (CRCC-MNHN) pour développer la recherche appliquée à la restauration des naturalia, les professionnelles en activité continuent à expérimenter de nouvelles techniques de restauration sans connaître leur impact sur leur conservation à long terme.

SESSION 4 - ÉCONOMIE DE LA CONSERVATION-RESTAURATION : QUELLES CONDITIONS D'EXERCICE ?

14 h – 14 h 10 **Introduction**

Judith Kagan, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, présidente de séance

Conservateur général du patrimoine, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental à la sous-direction des Monuments historiques et Espaces protégés (service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines). Précédemment, inspecteur des monuments historiques en charge de la Bourgogne (1987-1997), de la Lorraine (1990-1991), des Antilles et de la Guyane (1992-1994), puis conservateur des monuments historiques à la DRAC de Bourgogne (1998-1999). Co-coordinatrice, de 1998 à 2014, du module « conservation-restauration » au département des conservateurs de l'Institut national du patrimoine (INP). Depuis 2004, animatrice du groupe d'experts GE1 « Recommandations générales et terminologie » du comité français de Normalisation de la conservation des biens culturels (AFNOR-CNCBC), membre du comité technique TC 346. Depuis 2011, membre du groupe de travail « conservation-restauration » de la direction générale des Patrimoines. Membre de la SFIIC (section française de l'Institut international de conservation), d'ICOMOS-France et du CFHA (Comité français d'histoire de l'art).

14 h 10 – 15 h 10 **TABLE RONDE : CONSTRUIRE UN MARCHÉ EN CONSERVATION-RESTAURATION DES BIENS CULTURELS : DIALOGUE ENTRE PRESCRIPTEURS ET SPÉCIALISTES DES MARCHÉS**

Modératrice : Amélie Méthivier, conservation-restauration de sculptures, référente de la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration pour les marchés publics

Magali Bélime-Droguet, référente collection pôle Centre-Est, direction de la Conservation des monuments et des collections, Centre des monuments nationaux

Isabelle Bonnard, experte en restauration, département de la Conservation, Bibliothèque nationale de France

Grazia Nicosia, conservateur-restaurateur, service de la conservation préventive, direction de la Recherche et des Collections, musée du Louvre

Pierre-Henry Colombier, sous-directeur du patrimoine et de l'histoire, Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris

Amélie Méthivier est conservateur-restaurateur diplômée du master de conservation-restauration de Paris-I après un diplôme de second cycle à l'École du Louvre et une maîtrise d'histoire de l'art à Paris-IV. Elle exerce en libéral depuis 2000 et travaille pour les musées et les monuments historiques, à Paris comme en région. Elle anime depuis 2012 le groupe « marchés publics » de la FFCR et a, dans ce cadre comme dans son exercice, pu observer un grand nombre de cas de figures de marchés publics différents. Elle a publié plusieurs articles sur le sujet dans le journal de la FFCR. Entrée en matière et également participé au groupe chargé de rédiger le guide de rédaction des marchés publics en conservation-restauration du ministère de la Culture.

Cette table ronde réunit des prescripteurs dont certains ont pu être des candidats d'appels d'offres par le passé pour évoquer une forme de marché qui tend à se généraliser : les accords-cadres. À travers les exemples des marchés d'entretien des collections du musée du Louvre, des marchés de conservation-restauration de la BnF, des objets mobiliers de la région Centre et Est du Centre des monuments nationaux et des objets mobiliers et immobiliers de la Ville de Paris seront évoquées les problématiques spécifiques que permettent de résoudre ce type de marchés, notamment la question de la pluralité des matériaux des collections, l'importance du nombre d'objets mais également la question de la coordination. Seront également évoquées les relations avec les soumissionnaires, les missions qui sont attendues, les contraintes de ces petites entreprises et la manière dont celles-ci ont pu modifier les procédures dans le cadre d'une réflexion plus générale sur la responsabilisation sociale des commanditaires. Le dialogue avec les services de la commande publique sera également abordé.

Magali Bélime-Droguet est docteur en histoire de l'art, diplômée d'études supérieures de l'École du Louvre (spécialité peinture française). Elle est en charge des restaurations des collections et des aménagements historiques des monuments gérés par le CMN en Auvergne, Bourgogne et région Centre.

Diplômée en 1997 de l'Institut national du patrimoine (section Arts graphiques), Isabelle Bonnard a pratiqué pendant plus de quinze ans le métier de restaurateur en profession indépendante avant d'intégrer la Bibliothèque nationale de France en 2011 en tant que contractuelle. Depuis juin 2014, elle y exerce la fonction d'expert en restauration auprès de la direction du département de la Conservation, entièrement dévolue à l'instruction de dossiers ordonnés

par le service. Elle a notamment pour mission l'organisation et le suivi des prestations externalisées en matière de conservation-restauration des collections très diverses que conserve la BnF : reliures, œuvres graphiques et manuscrites, objets spécifiques (mobilier, costumes...), objets d'art et d'archéologie...

Grazia Nicosia, diplômée en conservation-restauration, en conservation préventive et certifiée acheteur public, exerce depuis plus de vingt ans dans le domaine patrimonial. Depuis trois ans, elle a intégré le service de conservation préventive du musée du Louvre. Elle y participe à l'élaboration, à la rédaction et au suivi des prestations du marché « Suivi de l'état et entretien des collections ».

15 h 15 – 16 h 15 **TABLE RONDE : FORMATIONS : POUR QUELLE INSERTION ?**

Modérateur : Olivier Zeder, conservateur en chef du patrimoine, directeur des Études du département des Restaurateurs, Institut national du patrimoine

Oliver Zeder obtient une maîtrise d'histoire de l'art, à l'université d'Aix-en-Provence en 1989 avant d'intégrer l'École du patrimoine en 1990-1991. Inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur en 1991, il est conservateur au musée des Beaux-Arts d'Arras de 1992 à 1994 puis conservateur au musée Fabre de Montpellier de 1994 à 2015. Il a participé à la préprogrammation, la programmation et la rénovation du musée Fabre, et assuré le chantier des collections et la rédaction des catalogues raisonnés de fonds du musée Fabre (peintures nordiques, peintures françaises des XVI^e-XVII^e siècles). Il a également assuré le commissariat d'expositions, dont « Constant Dutilleux » en 1994, « De la Nature » en 1996, « Jean-Antoine Houdon. La sculpture sensible » en 2009-2010, « Jean Raoux » en 2009-2010, « Le goût de Diderot » en 2013, « L'or et l'ombre. Caravage et le caravagisme européen » en 2014, « L'âge d'or de la peinture à Naples » en 2015, « Les artistes de Diderot : Joseph-Marie Vien » en 2016. Il est l'auteur d'articles sur la peinture nordique et la peinture française des XVII^e-XVIII^e siècles. Depuis 2015, il exerce la fonction de directeur des études du département des Restaurateurs à l'INP.

Claude Laroque, maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, responsable du master de méthodologie et pratique de la conservation-restauration, responsable de la section Arts graphiques – Livres
Frédéric Létoffé, co-président du Groupement des Entreprises de Restauration de Monuments Historiques
Nathalie Silvie, restauratrice en arts graphiques, enseignante au lycée professionnel de la reliure Corvisart/Tolbiac
Michaël Wälther, facteur d'orgues, responsable pôle Facture d'orgues, professeur au centre de formation de la Facture d'orgues

Les membres de cette table-ronde sont tous en lien direct ou indirect avec des formations des métiers de la conservation et de la restauration. Celles-ci reflètent l'étendue des opérations possibles, de la restitution à la conservation-restauration. Le sujet de cette discussion porte sur l'insertion professionnelle des élèves après leur sortie, but de tout enseignement, en plus de l'apprentissage des connaissances, des compétences et des savoir-faire. L'enquête socio-économique sur ces métiers nous permettra d'en apprécier les résultats. Après la création dans les années 1970-1990 de formations destinées aux restaurateurs et aux conservateurs, d'autres ont suivi, collant à l'évolution des métiers qui se diversifiaient et se spécialisaient. Elles ont formé les régisseurs d'œuvres, les préventeurs, les techniciens de préservation dont les métiers existaient déjà, mais auxquels elles ont apporté un cadre conceptuel et technique cohérent et approfondi. Pour autant, comment suivent-elles l'insertion professionnelle de leurs diplômés et le bilan leur semble-t-il satisfaisant ? Les formations traditionnelles artisanales, par définition d'existence ancienne, cherchent à s'adapter aux changements des pratiques et des techniques. Mais leur difficulté à recruter pose problème, alors que les débouchés sont réels.

Après des études en histoire de l'art suivies d'une maîtrise et d'une thèse en conservation-restauration, Claude Laroque a débuté sa carrière en tant que restauratrice indépendante. Maître de conférences depuis 1990 à l'université Paris-I, elle a élaboré le programme de restauration des œuvres graphiques et des livres au sein de la maîtrise de sciences et techniques de conservation-restauration des biens culturels (actuellement master de conservation-restauration des biens culturels). Elle est co-créatrice avec Denis Guillemard en 1994 du DESS de conservation préventive (actuellement master de conservation préventive du patrimoine), premier programme universitaire dans le domaine. Elle a créé en 1999 au lycée Tolbiac la première formation de techniciens en préservation, la mention complémentaire « Entretien des collections du patrimoine ». Elle enseigne dans divers programmes de formation à l'étranger, Bénin, Uruguay, Indonésie, Pologne, Serbie, etc. Elle entretient des liens étroits avec le milieu professionnel en poursuivant sa collaboration avec les musées, parallèlement à ses fonctions d'enseignante. Ses travaux de recherche portent actuellement sur les papiers asiatiques et ont donné lieu à deux bases de données accessibles en ligne. Elle est également l'auteure de nombreuses publications.

Frédéric Létoffé a été élu co-président du Groupement des entreprises de restauration de monuments historiques en avril 2016, pour une durée de quatre ans. Il est directeur d'établissement de l'entreprise Pradeau et Morin, filiale du groupe Eiffage, spécialisée en restauration de monuments historiques.

Diplômée depuis 1995 de la maîtrise des sciences et techniques de conservation-restauration des biens culturels, spécialisation arts graphiques - université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Nathalie Silvie a été restauratrice salariée (fonctionnaire) au musée municipal de Bergen, en Norvège, de 1995 à 1998 : installation des ateliers, restauration d'œuvres sur papier, conservation préventive, participation aux convoiements, formation de jeunes adultes. Elle est restauratrice indépendante depuis 1998, en atelier privé pour le C2RMF depuis 1999 et pour de nombreux musées nationaux (musée d'Orsay, musée du Louvre, musée Guimet, Cité de la céramique à Sèvres...) en France et à l'étranger (Belgique). Depuis 2008, elle est enseignante contractuelle à mi-temps au lycée professionnel de la reliure Corvisart/Tolbiac à la mention complémentaire « Entretien des collections du patrimoine » pour la formation de techniciens de préservation.

Né dans une famille de facteurs d'orgues, Michaël Wälther désire apprendre à construire et concevoir les orgues dès son plus jeune âge. Adolescent, il s'initie à la facture d'orgues au sein de l'entreprise familiale, puis après le bac, dans différentes entreprises en France et en Allemagne. Il obtient le diplôme de facteur d'orgues à la Oscar Walcker Schule (Ludwigsburg) en 1988. Après avoir travaillé dans des entreprises renommées (Rensch, Klais) en Allemagne, il a travaillé jusqu'en 1993 dans l'entreprise familiale Muhleisen dirigée par son frère Georges Wälther. Michaël Wälther est le premier professeur permanent nommé au CNFA d'Eschau, où il enseigne depuis 1993. Durant ces années, il a participé à de nombreuses manifestations qui ont pour but de promouvoir la connaissance de la facture d'orgues : exposition Musicora, salons des métiers dans différentes villes de France et à l'étranger.

16 h 45 – 17 h

L'exercice du contrôle scientifique et technique : bilan d'une évaluation

Bruno Saunier, conservateur général du patrimoine, Inspection des patrimoines, collège musées

Conservateur général du patrimoine, Bruno Saunier a été successivement inspecteur des monuments historiques pour les régions Auvergne, Limousin et Centre, conservateur des monuments historiques à la DRAC Nord-Pas-de-Calais, responsable du service des Collections au Centre des monuments nationaux, directeur du Patrimoine et des Musées de la ville d'Aix-en-Provence, puis sous-directeur au service des Musées de France. Il a rejoint l'Inspection des patrimoines - collège musées en octobre 2015. Outre des missions régulières d'inspection et d'audit de musées de France en région, il s'est vu confier, en lien avec d'autres inspecteurs généraux, des missions transversales portant sur le fonctionnement des commissions d'acquisitions des musées de France en région, la situation des conseillers musées en DRAC, le patrimoine des établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'Agriculture ou, récemment, le contrôle scientifique et technique dans le domaine de la conservation-restauration.

Parallèlement à l'étude entreprise sur la situation socio-économique des professionnels de la conservation-restauration, le directeur général des Patrimoines a confié à l'Inspection des patrimoines une mission d'évaluation de l'exercice du contrôle scientifique et technique dans les différents domaines patrimoniaux relevant du Code du patrimoine. Cette mission d'évaluation a été réalisée au cours de l'année 2017 par Ariane James-Sarazin et Bruno Saunier. Elle a consisté à confronter les textes législatifs et réglementaires relatifs au contrôle scientifique et technique en matière de conservation-restauration à la réalité observée sur le terrain. De nombreux acteurs, agents de l'État, propriétaires ou responsables de biens culturels, immeubles et objets mobiliers, services ou ateliers de recherche et de restauration, et naturellement, professionnels de la conservation-restauration, ont été auditionnés. Cette mission d'évaluation a mis en évidence une grande disparité entre les textes et les pratiques, disparité résultant principalement de la longue histoire administrative parallèle des différents domaines patrimoniaux, archéologie, archives, monuments historiques et musées. Ces disparités sont aujourd'hui d'autant plus perceptibles qu'elles s'observent au sein d'une même entité, la direction générale des Patrimoines, créée en 2010, et à travers le Code du patrimoine, promulgué quant à lui en 2004, pour la partie législative, et en 2011, pour la partie réglementaire. L'harmonisation des normes et des pratiques dans les différents domaines patrimoniaux est lente à se mettre en place, même si l'on constate néanmoins quelques progrès avec, notamment, la recherche d'une élévation progressive de la qualification professionnelle des intervenants. Mais cette orientation générale ne trouve pas encore sa traduction dans les textes. En effet, les différents livres du Code du patrimoine, reprises à droit constant des précédentes lois sur l'archéologie, les archives, les monuments historiques et les musées, sont encore loin d'utiliser le même vocabulaire pour désigner et définir la conservation-restauration. Il n'existe pas non plus de normes communes,

qu'il s'agisse de préciser les qualifications requises pour intervenir dans le domaine de la conservation-restauration ou des modalités de l'exercice même du contrôle scientifique et technique.

17 h 05 – 17 h 20

2016-2018, mission de coordination des métiers de la conservation-restauration : point d'étape

Judith Kagan, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés

Pascal Liévaux, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines

Lorraine Mailho, chef du département Restauration, Centre de recherche et de restauration des musées de France

Docteure en histoire de l'art, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Lorraine Mailho a été successivement conservatrice des monuments historiques à la DRAC des Pays de la Loire, chef du département des Ressources scientifiques au Centre des monuments nationaux et chargée de mission au service des Musées de France. Elle est actuellement chef du département Restauration au Centre de recherche et de restauration des musées de France.

Biographie Judith Kagan et Pascal Liévaux (voir plus haut)

BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

Pierre Leveau

BOOTHROYD BROOKS, Hero. *A Short History of IIC, Foundation and Development*. Londres : *The International Institute for Conservation of Historic & Artistic Works*, 2000.

Centro europeo di ricerca sulla conservazione e sul restauro di Siena. *Carte, risoluzioni e documenti per la conservazione ed il restauro, Siena, 14-15 marzo 2003*. Ospedaletto : Pacini, 2006.

JOKILEHTO, Jukka. *ICCROM and the Conservation of Cultural Heritage. A history of the Organization's first 50 years, 1959-2009*. Rome : ICCROM, coll. "ICCROM Conservation Studies", 2011. URL : http://www.iccrom.org/ifrcdn/pdf/ICCROM_IC511_History_en.pdf [consulté le 16 décembre 2017].

LEVEAU, Pierre. *L'Institution de la conservation du patrimoine culturel dans l'Entre-Deux-Guerres*. Dijon : OCIM 2017. URL : <https://ocim.fr/ouvrage/linstitution-de-conservation-patrimoine-culturel-de-lentre-deux-guerres/> [consulté le 16 décembre 2017].

LEVEAU, Pierre. « Métiers d'art liés à la restauration et professionnels de la conservation-restauration : deux idéaltypes ». *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 22 septembre 2016, consulté le 16 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13611> ; DOI : 10.4000/insitu.13611.

Léonie Hénaut

ÉTIENNE, Noémie et HÉNAUT, Léonie (dir.). *L'Histoire à l'atelier. Restaurer les œuvres d'art (xviii^e-xx^e siècles)*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2012.

HÉNAUT, Léonie et ROUAULT, Anne-Elizabeth. « La professionnalisation de la conservation-restauration et ses limites : une analyse à deux voix ». *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 07 octobre 2016, consulté le 20 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13856> ; DOI : 10.4000/insitu.13856.

HÉNAUT, Léonie et POULARD, Frédéric. « En sociologie : le travail du patrimoine ». *Culture et recherche*, n° 133, dossier « Patrimoines, enjeux contemporains de la recherche » (LIÉVAUX, Pascal et HOTTIN, Christian, dir.), 2016, p. 84-85. Voir le site : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/PATRIMOINES.-Enjeux-contemporains-de-la-recherche>

HÉNAUT, Léonie. « Capacités d'observation et dynamique des groupes professionnels. La conservation des œuvres de musées ». *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 1, 2011, p. 71-101.

HÉNAUT, Léonie. « La construction des groupes professionnels : les restaurateurs d'œuvres d'art en France et aux États-Unis ». *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 110, 2010, p. 49-62.

HÉNAUT, Léonie. « Le monopole des professions. Inclure, exclure, redéfinir la concurrence ». Dans CASTEL, Patrick, HÉNAUT, Léonie et MARCHAL, Emmanuelle (dir.). *Faire la concurrence ; Retour sur un phénomène social et économique*. Paris : Presses des Mines, coll. « Sciences sociales », 2016, p. 195-216.

Silvia Païn

PAÏN, Silvia. *Manuel de gestion du mobilier archéologique. Méthodologie et pratiques*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Documents d'archéologie française », 2015.

PAÏN, Silvia. « Conservation-restauration et « mise en état pour étude ». Quelques réflexions sur nos pratiques dans le cadre de l'archéologie préventive ». *Conservation-restauration des biens culturels - Cahier technique*,

n° 21. Actes des 26^{es} et des 27^{es} Journées des restaurateurs en archéologie, Grenoble, 2012 et Vienne, 2013. ARAAFU, 2014, p. 65-67.

PAÏN, Silvia. « Formation à l'élaboration du rapport d'intervention : quelques réflexions sur la méthode pédagogique ». *CeROArt* [En ligne] 6 | 2011, mis en ligne le 24 mars 2011, URL : <http://ceroart.revues.org/2084>.

PAÏN, Silvia. « Conservation et restauration au sein de l'institution : le rôle du laboratoire ». Dans FUCHS, Matthieu (dir.). *Positionnement des collectivités territoriales dans la chaîne de l'archéologie : vers une logique de coopération ?* Actes de la table ronde organisée par le centre départemental d'archéologie du Bas-Rhin, Strasbourg, 21-22 octobre 2005. Sélestat : Pôle d'archéologie interdépartemental rhénan, 2006, p. 75-79.

PAÏN, Silvia. « La restauration archéologique et sa lisibilité : une démarche de consultation du public ». Dans *Visibilité de la restauration, lisibilité de l'œuvre*. Actes du 5^e colloque international sur la conservation-restauration des biens culturels, 13-15 juin 2002. Paris : ARAAFU, 2003, p. 295-316.

Clotilde Proust

Investigative Conservation. Guidelines on how the detailed examination of artefacts from archaeological sites can shed light on their manufacture and use. English Heritage, 2008. Voir le site : <https://www.historicengland.org.uk/images-books/publications/investigative-conservation/>.

NOWAK-BÖCK, B., VOß, H. « Digitale Kartierung von organischen Strukturen an Metallfunden – ein standardisiertes System des Bayerischen Landesamtes für Denkmalpflege ». Dans GRÖMER, Karina, PRITCHARD, Frances (éd.). *Aspects of the design, production and use of textiles from the Bronze Age to early modern era*. The North European Symposium for Archaeological Textiles (NESAT XII), Hallstatt. Budapest : Archeological Alapitvány, 2015.

PROUST, Clotilde. « La conservation préventive des métaux *in situ*, dialogue entre l'archéologue de terrain et le spécialiste en conservation-restauration ? ». Dans CLERBOIS, Sébastien (dir.). *La Conservation-restauration des métaux archéologiques : des premiers soins à la conservation durable*. Actes du colloque international organisé par le CreA-Patrimoine, la Fédération des archéologues de Wallonie et de Bruxelles (FAW), la direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie (Département du Patrimoine-DGO4), Université libre de Bruxelles, 8-9 mai 2014. *Les Dossiers de l'IPW*, n° 15, 2015.

PROUST, Clotilde. « Intervention du conservateur-restaurateur sur une fouille préventive ». Dans : *La Conservation-restauration et la sécurité des personnes*. Actes des XXIII^e journées des restaurateurs en archéologie, École normale supérieure, Paris, 8-9 novembre 2007, édition électronique, 2011 : http://www.art-conservation.fr/colloques/2007/01_PROGRAMME.pdf

PROUST, Clotilde. « Méthodologie d'étude des restes organiques minéralisés ». Dans BIZOT, Bruno, SIGNOLI, Michel (éd.). *Rencontre autour des sépultures habillées*. Journées d'étude, GAAF, SRA PACA, Carry-le-Rouet, 13-14 novembre 2008. Paris : GAAF, 2009 : <https://www.gaaf-asso.fr/publication/rencontre-autour-des-sepultures-habillees/>.

Sylvie Ramel-Rouzet

« The making of design and modern art. Materials, technologies and conservation strategies ». Actes du colloque *Future Talks*, octobre 2015, Die Neue Sammlung, the International Design Museum, Munich.

LAVÉDRINE, Bertrand, FOURNIER, Alban and MARTIN, Graham. "Preservation of plastic artefacts in museum collections", Popart project, CTHS, 2012.

DEJOURS, Christophe et GERNET, Isabelle. « Travail, subjectivité et confiance ». *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2012/1, n° 13.

CLOT, Yves. « Le métier comme opérateur de santé ». *Bulletin de psychologie*, 2011/1, n°511.

Projet de Paris La Défense : <https://www.ladefense.fr/fr/paris-la-defense-art-collection>.

Stéphanie Roussel

Pages consacrées à l'archivage numérique sur le portail FranceArchives : <https://francearchives.fr/fr/section/24437003>.

NOUGARET, Christine. Rapport « Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique », 2017 : <https://francearchives.fr/article/28204701>.

BÉCHARD, Lorène, FUENTES HASHIMOTO, Lourdes et VASSEUR, Édouard. *Les Archives électroniques*. Paris : Association des archivistes français, 2014. <http://www.archivistes.org/Les-archives-electroniques-2468>.

Hélène Vassal

BENAITEAU, Carole, BENAITEAU, Marion, BERTHON, Olivia, LEMONNIER, Anne. *Concevoir et réaliser une exposition. Les métiers, les méthodes*. Paris : Eyrolles, 2012 (rééd. 2016).

BUCK, Rebecca A., GILMORE, Jean Allman, J. *The New Museum Registration Methods*. Washington, DC : American Association of Museums, 1998 (5^e éd. remise à jour, 2010).

Norme NF EN15946, « Conservation des biens culturels – principes d'emballage pour le transport ». AFNOR : 2011.

MERLEAU-PONTY, Claire (dir.). *Documenter les collections des musées. Investigation, inventaire, numérisation et diffusion*. Paris : La Documentation française, 2014.

VASSAL, Hélène. « Les nouveaux métiers de la conservation préventive : le régisseur d'œuvres d'art », suivi d'un débat intitulé « régisseur, un métier, de fonctions sur quel statut ? ». 4^e journée-débat, DESS de conservation préventive 1999-2000, Paris-I, 18-19 avril 2000. *Cahier technique de l'ARAFU*, n° 6, p. 126-129 et 134-136.

VASSAL, Hélène. « La régie des œuvres, une nouvelle dynamique pour la conservation préventive ». Dans *La Conservation préventive ; une démarche évolutive. Techné*, n° 34, 2011, p. 39-41.

DAYNES-DIALLO, Sophie, PERREL, Hélène et VASSAL, Hélène. « Régisseur d'œuvres : enjeux d'un métier émergent et perspectives de professionnalisation ». *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 29 septembre 2016, consulté le 20 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13705> ; DOI : 10.4000/insitu.13705

VASSAL, Hélène, DAYNES-DIALLO, Sophie. « From Function to Profession: the Emergence and Rise of Registrars Profession in Europe ». *Museums, Heritage and Capacity Building, Museum International*, n° 269-270, 2016, p. 59-69.

Bruno Bonandrini

IFLA PAC International Preservation News N° 55, décembre 2011 : <https://www.ifla.org/files/assets/pac/ipn/IPN%2055%20web%206%20megs.pdf>.

À paraître colloque APREUV.

François Bourges

BOURGES, François, GENTHON, Pierre, GENTY, D., LORBLANCHET, M., MAUDUIT, E., d'HULST, Dominique, DAVID, E., ZIMMERMAN, J. L., FERRER, N. « What should we do or not do for the preservation or remedial action in prehistoric painted caves? ». Dans BEDNARIK, R. G., FIORE, D., BASILE, M., et al. (éd.). *Paleoart and materiality: the scientific study of rock art*. Oxford: Archaeopress Archeology, 2016.

BOURGES, François, GENTHON, Pierre, GENTY, D., LORBLANCHET, M., MAUDUIT, E., d'HULST, Dominique « Conservation of prehistoric caves and stability of their inner climate: lessons from Chauvet and other French caves ». *Science of the Total Environment*, vol. 493, 2014, p. 79-91 : DOI:10.1016/j.scitotenv. 2014.05.137.

BOURGES, François, MANGIN, Alain, GENTHON, D., GENTY, D., d'HULST, Dominique, MAUDUIT, E. « Conservation et gestion des grottes ornées préhistoriques : les apports du suivi environnemental de la grotte Chauvet-Pont d'Arc (Ardèche, France) ». Actes du colloque « Microanalyses et datations de l'art préhistorique dans son contexte archéologique ». *PALÉO*, numéro spécial, 2014.

BOURGES, François, GENTHON, Pierre, MANGIN, Alain et d'HULST, Dominique. « Microclimates of l'Aven d'Ornac and other French limestone caves (Chauvet, Esparros, Marsoulas) ». *International Journal of Climatology*, 2006, 26 (12), p. 1651-1670.

Rapport

BOURGES, François, HEDIN, W., FABRE, C., FOURMENT, E. « Étude climatique du portail occidental de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers ». Rapport DRAC Pays de la Loire, ministère de la Culture, septembre 2017.

Liens sur : <http://geconseil.com/publications.html>.

Jean-Michel Sainsard

ESTIENNE, Charles. *Praedium rusticum*. Paris : 1554 ; trad. fr. par l'auteur et LIÉBAULT, Jean. *L'Agriculture et maison rustique... en laquelle est contenu tout ce qui peut estre requis pour bastir maison champestre...* Paris : Jacques Du Puys, 1564.

SERRES, Olivier de. *Le Théâtre d'agriculture et mesnage des champs*. Paris : 1600 (éd. reprint, Arles : Actes Sud, 1997).

DEZALLIER d'ARGENVILLE, Antoine Joseph. *La Théorie et la pratique du jardinage. Où l'on traite à fond des beaux jardins appelés communément les jardins de plaisance et de propreté, avec les pratiques de géométrie nécessaires pour tracer sur le terrain toutes sortes de figures et un traité d'hydraulique convenable aux jardins* [1709]. Paris : Charles-Antoine Jombert, 1760.

DUHAMEL du MONCEAU, Henri-Louis. *De l'exploitation des bois ou Moyens de tirer un parti avantageux des taillis, demi-futaies et hautes-futaies, et d'en faire une juste estimation*. Paris : H. L. Guérin, 1764.

BURTE, Jean-Noël (dir.). *Le Bon Jardinier. Encyclopédie horticole*. Paris : La Maison rustique, 1992 (153^e édition).

OTTO, Hans-Jürgen. *Écologie forestière* [1994]. Paris : Institut pour le développement forestier, 1998.

CLÉMENT, Gilles. *Le Jardin planétaire. Réconcilier l'homme et la nature*. Paris : Albin Michel, 1999.

Composer avec la tempête dans un parc remarquable. Fiche Pratique du ministère de la Culture. Ouvrage collectif : Article édité au lendemain des tempêtes des 26 et 27 décembre 1999. Lancées en 2000 à l'initiative de la DRAC Alsace. Voir sur le site Internet du ministère de la culture : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/54983/426594/version/2/file/jardin+-+2012+-+002+-+Fiche+pratique-Composer+avec+la+temp%C3%AAtre+dans+un+parc+remarquable+document+m%C3%A8re+-+07-09+2012.pdf>.

Arbre de parc, un patrimoine à gérer. Les Cahiers d'Arbre actuel, 1997.

DRÉNOU, Christophe (éd.). *Les Racines. Face cachée des arbres*. Paris : Institut pour le développement forestier, 2006.

Nathalie Palmade-Le Dantec/Institut national du patrimoine

Dossier INRS. *Sources d'information en santé et sécurité au travail* [en ligne]. Paris : INRS, 2011 : <http://www.inrs.fr/accueil/produits/mediatheque/doc/publications.html?refINRS=DW%2045> [consulté le 09/01/2013].

PALMADE-LE DANTEC, Nathalie. « Toxicité : Exemple de solvants utilisés en conservation-restauration ». *Conservation restauration des biens culturels*, n°5, octobre 1993, p. 50-55, 4° PER 20-29.

PALMADE-LE DANTEC, Nathalie. « Solvants : des fiches de sécurité pour une meilleure utilisation ». *Conservation restauration des biens culturels*, n°7, décembre 1995, p. 9-14, PER 20-29.

PICOT, A., GRENOUILLET, P. *La sécurité en laboratoire de chimie et de biochimie*. Paris : Technique et documentation-Lavoisier, 1992, XVI, 8° 29-11, 11 bis.

ATC - Association Toxicologie Chimie [en ligne] : <http://atctoxicologie.free.fr/> [consulté le 9/01/2013]. Ce site propose des dossiers, les Fiches Toxico-EcotoxicoChimiques (FTEC) et les Fiches Résumées ToxicoEcotoxico Chimiques (FRTEC) qui rassemblent des données pertinentes dans quatre domaines : les caractéristiques physico chimiques, la réactivité chimique, les effets toxiques à court, moyen et long terme, et les impacts sur l'environnement.

INRS - Institut National de la Recherche et de la Sécurité – Santé et sécurité au travail [en ligne] : <http://www.inrs.fr/> [consulté le 29/01/2018]. Un site incontournable pour suivre l'évolution de la réglementation, télécharger dossiers, brochures et plus de 300 fiches toxicologiques concernant une substance ou un groupe de substances. Signalons en particulier :

Classification et étiquetage des produits chimiques, INRS, 2012 [en ligne] : <http://www.inrs.fr/accueil/risques/chimiques/classification-produits.html>

Cette rubrique donne accès à toute une série de dépliants, brochures et textes, notamment :

- Produits chimiques. Les 9 nouveaux pictogrammes de danger ED 4405
- Produits chimiques. Apprenez à décrypter les nouveaux pictogrammes de danger. ED 4406
- Nouvel étiquetage des produits chimiques. DW 36.

Produits chimiques cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction. Classification réglementaire, Aide-mémoire technique, ED 976. Paris : INRS, 2006 : <http://bip.cnrs-mrs.fr/acmo/pdf/ed976.pdf>.

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) [en ligne] : <https://osha.europa.eu/fr> [consulté le 9/01/2013].

CIRC/IARC - Centre International de Recherche sur le Cancer [en ligne] : <http://www.iarc.fr/indexfr.php> [consulté le 9/01/2013]. Monographies du CIRC sur l'Évaluation des Risques de Cancérogénicité pour l'Homme. Liste des agents, mélanges et des circonstances d'expositions dont l'action cancérogène a été évaluée par l'IARC. Liste complète sur le site de l'ATC.

François Guiguet

« Architecture et image d'entreprise ». Table ronde avec Philippe Starck et Dominique Perrault, modérateur Yves Nachez. *Cahiers de l'Institut français d'architecture*, 10 avril 1991.

« Pour une critique de la décision ». *Urbanisme et architecture*. Paris : Le Moniteur, 1991.

« Intérêt de la programmation pour un projet de réserves muséales ». *Musées & Collections publiques de France*, n° 228, 2000.

« La rénovation des abattoirs de Calais ». *Cahiers du Channel*, oct.-nov. 2002.

« Dessine-moi un théâtre ». *Revue Architecture et scénographie*, n° 150-151, octobre 2006, modérateur Clarisse Daull.

« Culture et profit ». *Revue Management*, n° 258, décembre 2016.

Yveline Huguet

BEAULIEU, Marie de. « En poils et en os. Étude et restauration d'un spécimen naturalisé et d'un squelette de lémurien du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN). Étude et mise en place d'un dispositif de protection contre l'arsenic à l'usage des restaurateurs ». *Patrimoines*, 2010, n° 6, p. 180-181.

CUISIN, Jacques. « Fragilité des naturalia : risques non fonctionnels des collections de mammifères et d'oiseaux ». *Conservation-restauration des biens culturels (CRBC)*, 2004, n° 22, p. 11-26.

HUGUET, Yveline. « Le nettoyage et la restauration des plumes, une sélection de méthodes. Conservation et restauration des plumes ». *CRBC*, n°29, 2011.

HUGUET, Yveline. « Des oiseaux à l'objet : qu'est-ce que la plume ? Conservation et restauration des plumes ». *CRBC*, n° 28, 2010.

MORLOT, Pauline, BEAULIEU, Marie de, HUGUET, Yveline. « Restaurer les oiseaux naturalisés : le cas du musée de Châlons-en-Champagne ». Dans : *Vernis frais ! 10 ans de restaurations aux musées de Châlons-en-Champagne*. Cat. exp., 2 juil. 2016-30 janv. 2017, p. 66-73.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

En complément des éléments remis par les intervenants des journées professionnelles de la conservation-restauration 2017, le groupe conservation-restauration a souhaité mettre à disposition des participants des informations émanant des institutions ou associations professionnelles sur leurs activités de formation initiale ou de formation continue proposées à l'ensemble des professionnels du patrimoine et aux différents partenaires publics ou privés.

Table des matières

Les suites du rapport « Les conséquences de l'inscription des professionnels de la restauration du patrimoine dans la liste des métiers d'art ».....	30
Le marché de la conservation-restauration des biens culturels publics et ses professionnels. Note de synthèse issue de l'étude préalable.....	31
Le guide pratique « marchés publics de conservation-restauration de biens culturels ».....	39
Les fiches métiers de l'institut national des métiers d'art (INMA) - Une nouvelle fiche métier pour le domaine de la restauration.....	40
Portail Conservation-restauration – actualisations 2016-2017.....	41
A paraître : « Répertoire des restaurateurs parisiens de peinture et de dessins, 1750-1950 ».....	42
Institut national du patrimoine (Inp) : formation initiale des conservateurs : présentation du module conservation-restauration.....	43
Institut national du patrimoine (Inp) : formation permanente au regard des métiers et des pratiques en évolution.....	45
Les cycles de formation proposés par l'ARAFU, association des restaurateurs d'art et d'archéologie de formation universitaire.....	48
Cité de l'architecture et du patrimoine : Le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA), mention « architecture et patrimoine » de l'École de Chaillot.....	50
Cité de l'architecture et du patrimoine : les Cours Publics de l'École de Chaillot.....	51
Les groupes de travail de la SFIIC (section française de l'institut international de conservation).....	52
Promotion du métier et formation à l'AFROA, Association française des régisseurs d'œuvres d'art (AFROA)....	53
Santé et sécurité en conservation-restauration : le programme Joconda.....	54
« High-Tech et Patrimoine » - Journée organisée par le groupement des entreprises de restauration des monuments historiques (GMH).....	55
Diffusion de l'information aux professionnels de la conservation : offre du CRC (centre de recherche sur la conservation).....	56
Les métiers en Europe, la méthode ouverte de coordination (MOC).....	57

Les suites du rapport « Les conséquences de l'inscription des professionnels de la restauration du patrimoine dans la liste des métiers d'art »

Rapport rédigé par Isabelle Neuchwander, inspectrice générale des affaires culturelles et Emmanuel Hamelin, inspecteur général des affaires culturelles, mars 2016, IGAC 2016-09, 83 pages

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Documentation/Rapports/Les-consequences-de-l-inscription-des-professionnels-de-la-restauration-du-patrimoine-dans-la-liste-des-metiers-d-art>

De ce rapport remis en mars 2016, le cabinet de la ministre de la Culture a retenu un certain nombre de préconisations et prescriptions mises en œuvre tant par la direction générale des Patrimoines que le Secrétariat général du ministère de la Culture ou les écoles :

- désignation d'un coordinateur des métiers de la restauration du patrimoine pour la direction générale des Patrimoines :

Pascal Liévaux, chef du DPRPS, poursuit la coordination et l'animation du groupe de travail conservation-restauration de la DGP (organisation des journées professionnelles annuelles, mise à jour du portail conservation-restauration, rédaction de guides pratiques...) et coordonne les échanges avec les associations représentatives (FFCR, GMH, Groupement professionnel des facteurs d'orgues, AFROA, APREVU, etc.) ;

- mise en place, en lien avec le Secrétariat général, d'une conférence des écoles de formation dans le domaine de la conservation-restauration au grade de master avec notamment comme objectif l'homogénéisation de l'intitulé du diplôme en « conservation-restauration des biens culturels ». Dans ce cadre est examinée la possibilité de créer un titre protégé ;

- contribution à l'évolution de la définition des métiers d'art et des fiches métiers produites par l'Institut national des métiers d'art (INMA) : fiche métier de la restauration produite en octobre 2017 ;

- mise en place par le département des Études, de la prospective et des statistiques (DEPS) d'une étude socio-économique des métiers de la restauration : étude préalable réalisée en 2017, 2^e phase en 2018. Outre les informations qu'elle apportera sur la profession cette étude permettra sans doute de tendre vers l'homogénéisation des nomenclatures INSEE et de contribuer à l'évolution des référentiels et fiches métiers de la filière des métiers d'art du ministère de la Culture ;

- réalisation en 2017 d'une mission d'évaluation de l'exercice du contrôle scientifique et technique dans les différents domaines patrimoniaux relevant du Code du patrimoine. Mission confiée à l'inspection des patrimoines ;

- rédaction d'une fiche pratique rappelant la diversité des statuts d'exercice des professionnels de la restauration du patrimoine, en application de l'article 44 de la loi 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine : parution prévue au premier semestre 2018 ;

- soutien à la recherche en conservation-restauration et à la diffusion de ses résultats (soutien aux revues, aux manifestations scientifiques et formations, etc.). Implication du ministère de la Culture et de l'Institut national du patrimoine dans la création d'un parcours doctoral pour les restaurateurs.

Le marché de la conservation-restauration des biens culturels publics et ses professionnels – Note de synthèse issue de l'étude préalable

Léonie Hénaut, Gabriele Pinna, Jasmina Stevanovic
Centre de sociologie des organisations, CNRS/Sciences Po

À la suite d'alertes répétées concernant les difficultés, notamment économiques, rencontrées par les professionnels indépendants s'occupant de la conservation-restauration des biens culturels, et compte tenu de leur rôle indispensable à la sauvegarde du patrimoine et notamment du patrimoine public, le ministère de la Culture a souhaité réaliser une étude approfondie sur cette population. Dans cette perspective, le Département des études, de la prospective et des statistiques, en étroite collaboration avec la Direction générale des patrimoines, a confié au Centre de sociologie des organisations (CSO – UMR 7116 CNRS/SciencesPo) la réalisation d'une étude préalable sur le marché de la conservation-restauration des biens culturels protégés au titre du code du patrimoine, et sur les professionnels qui y interviennent.

Quatre domaines sont au cœur de l'étude : Musées, Monuments historiques (MH), Archives et Archéologie. L'objectif poursuivi par l'équipe du CSO était de produire un cadre de compréhension général des transformations récentes qui ont affecté la commande publique et le groupe professionnel, et des éventuelles difficultés nées de ces mutations. La présente note expose les principaux résultats de cette étude préalable dont l'enquête s'est déroulée d'avril à octobre 2017 (voir méthodologie p. 9).

Montée en qualification et concurrence accrue : des professionnels aux profils variés coexistent en dépit de la convergence des normes de conservation-restauration

Le champ d'activité de la conservation-restauration des biens culturels en France a connu au cours des trente dernières années de profondes mutations. La première est la montée en qualification des professionnels réalisant les travaux, consécutive de la création, dans les années 1970 et 1980, des quatre formations délivrant aujourd'hui un diplôme de niveau I en conservation-restauration³. L'accroissement continu de la population des diplômés de niveau I va de pair avec l'évolution du type et du niveau de qualification exigée par l'administration. Cependant, d'autres professionnels aux profils variés se maintiennent sur le marché. L'étude préalable a permis de construire un cadre d'analyse et des hypothèses pour mieux décrire cette coexistence et les tensions qui peuvent en découler.

Un nombre croissant de diplômés de niveau I

Les quatre formations reconnues ont en commun d'offrir un enseignement de longue durée, de type universitaire, visant à fonder l'exercice de l'activité de conservation-restauration sur des savoirs scientifiques et sur un certain nombre de principes théoriques et éthiques, qui sont d'ailleurs également au cœur de programmes de formation similaires en Europe et dans le monde⁴. Chaque année, la population des diplômés de niveau I augmente de 50 à 55 professionnels formés dans divers champs de spécialité (Figure 1), ce qui porte à plus de 1 600 personnes la population totale de ces diplômés⁵. Certes, certains n'ont jamais exercé en tant qu'indépendants et d'autres ne sont plus en exercice. Cependant, globalement, le nombre de restaurateurs

³ Il s'agit du master de l'université Paris 1, qu'il est possible d'obtenir également par la procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE), du diplôme de l'Institut national du patrimoine (INP), département des restaurateurs, et des masters de l'École supérieure des beaux-arts de Tours (ESBAT) et de l'École supérieure des beaux-arts d'Avignon (ESAA).

⁴ Tous souscrivent à la Définition de la profession publiée par le comité « conservation » du Conseil international des musées (ICOM-CC) en 1984 et, en Europe, au Code d'éthique et de formation de la Confédération européenne des organisations de conservateurs-restaurateurs (ECCO) en 1994.

⁵ Le graphique a été construit à partir, d'une part, de la liste des diplômés de niveau I qui figure sur le site de la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration ; d'autre part, des listes de diplômés qui nous ont été transmises par les formations ou qui sont accessibles via les sites internet des formations.

diplômés de niveau I présents sur le marché ne cesse de croître en raison de la coprésence de l'ensemble des générations issues des formations à partir des années 1980.

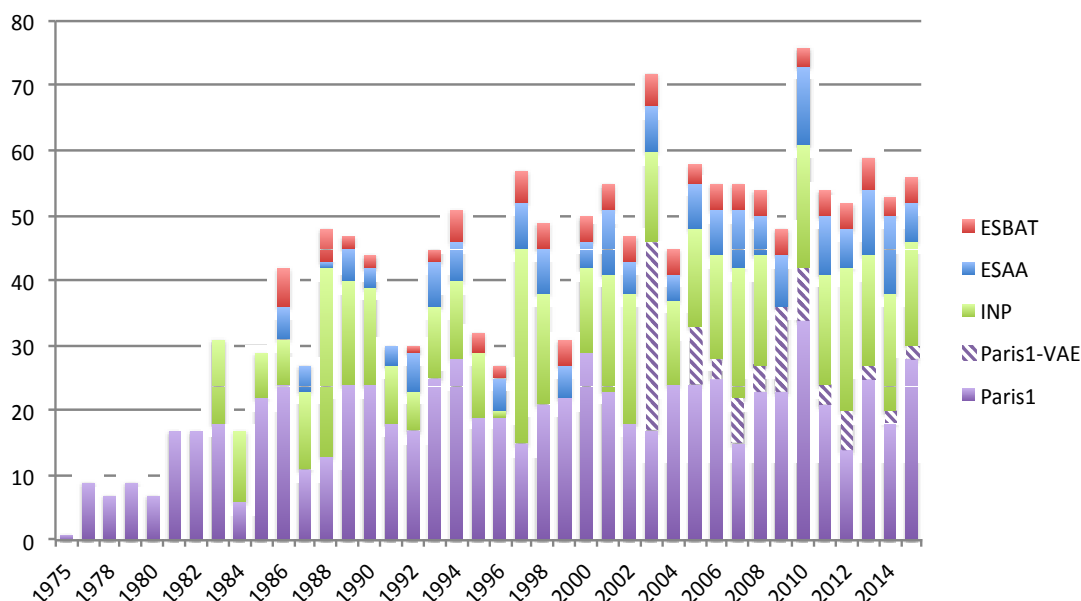


Figure 1. Les diplômés de niveau I sortant chaque année (1975-2015). Source : Enquête CSO, 2017

Pour approcher les caractéristiques de la population des diplômés de niveau I et leur évolution, nous avons étudié les diplômés de l'ESBAT⁶. Si cette sous-population particulière n'est pas nécessairement représentative de l'ensemble de la population des diplômés de niveau I, il est toutefois possible d'utiliser ces premiers résultats pour formuler des hypothèses quant à l'évolution de cette population.

1. *Féminisation*. La population des diplômés semble de plus en plus féminisée, ce qui engage à explorer les difficultés particulières que pourraient rencontrer les professionnelles de la conservation-restauration.
2. *Jeunes entrepreneurs*. Les jeunes diplômés paraissent de plus en plus nombreux à créer leur entreprise et dans un temps très court après la sortie de formation, ce qui invite à s'interroger sur les conditions d'entrée sur le marché propres aux jeunes générations.
3. *Exercice individuel*. Les diplômés de niveau I semblent s'installer majoritairement, et peut-être de plus en plus, en exercice individuel.
4. *Travail patrimonial*. Les codes de la nomenclature française d'activité (NAF) des jeunes diplômés, davantage que ceux de leurs aînés, mettent en avant la dimension intellectuelle et scientifique de leur travail, et leur rapport aux institutions patrimoniales.

Dès les années 1980, les professionnels issus des formations de niveau I ont cherché à faire reconnaître la spécificité de leur expertise auprès de l'État, et à obtenir une forme de fermeture du marché à leur avantage. Ils y sont parvenus dans le domaine des musées puisque, depuis 2002, il faut être diplômé de niveau I ou habilité par le ministère de la Culture pour intervenir sur les collections des musées de France⁷. A ce jour, cependant, les autres marchés ne sont pas régulés, ce qui signifie que tous les professionnels, diplômés et non-diplômés,

⁶ La base de données porte sur les 106 diplômés sortis entre 1986 et 2015. Elle renseigne les champs suivants : sexe sur la base du prénom des personnes, année de sortie de l'ESBAT, entreprise (oui/non) à partir d'une recherche sur le site des entreprises ; et pour les diplômés ayant créé une entreprise : fermeture (oui/non), localisation, année de création de l'entreprise, effectif, code de la nomenclature d'activité française (NAF).

⁷ L'habilitation a été accordée à des personnes qui exerçaient déjà pour les musées et qui ont pu apporter la preuve qu'elles travaillaient selon les standards de scientificité et les principes enseignés dans les formations de niveau I. Rappelons ici que le marché de la conservation-restauration des collections des musées était auparavant déjà régulé par un système d'agrément individuel (pour les peintures des musées nationaux dès 1935, puis pour les peintures des musées territoriaux à partir des années 1960, et ensuite également pour d'autres spécialités).

peuvent proposer leurs services à des tarifs qu'ils sont libres de fixer. Et de fait, même si l'on manque encore de données pour savoir dans quelles proportions, les opérations de conservation-restauration sont confiées à des prestataires ayant des profils très variés.

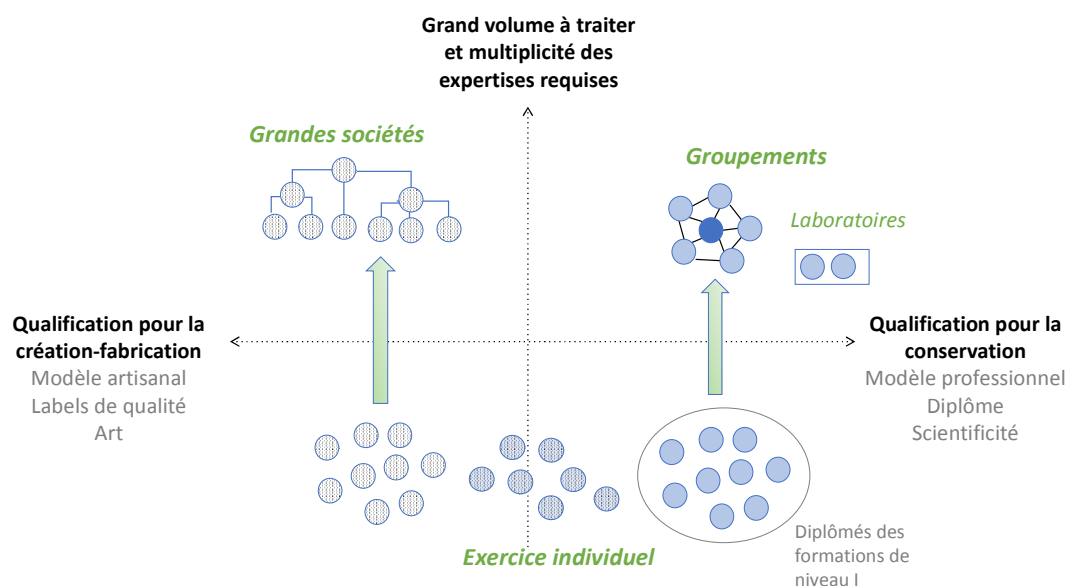


Figure 2. Les prestataires réalisant les travaux de conservation-restauration. Source : Enquête CSO, 2017

Sur le marché : la coexistence de professionnels aux profils variés

L'étude préalable a permis d'aboutir à une représentation schématique des différents profils de prestataires réalisant les travaux de conservation-restauration sur le patrimoine public selon deux grandes caractéristiques (Figure 2). L'axe horizontal, d'une part, oppose deux types de qualification : création-fabrication vs. conservation⁸. D'autre part, l'axe vertical traduit l'existence d'un continuum concernant le volume et la complexité des travaux que la structure est capable de prendre en charge, du traitement de la pièce isolée mono-spécialité (en bas) au grand chantier requérant une multiplicité d'expertises (en haut). Le schéma fait apparaître trois grands profils d'activité : les entrepreneurs en exercice individuel ou travaillant au sein de très petites entreprises, les grandes sociétés, et les groupements d'entrepreneurs individuels.

Parmi les premiers, un groupe est nettement identifié : celui des diplômés de niveau I et des habilités, évoqués plus haut. Dans le schéma, nous les avons positionnés en bas à droite car, d'une part, ils se définissent nettement par leur qualification en conservation, même si certains ont aussi des savoir-faire en création-fabrication dans leur domaine de spécialité ; d'autre part, ils ne sont en mesure de répondre, seuls, qu'à des commandes de petite taille. À leur gauche dans le schéma, figurent d'autres professionnels en exercice individuel. Ils ont suivi une formation traditionnelle par apprentissage du métier de création ou de restauration ou les deux, sont diplômés d'une école d'art, ou encore sortent d'une école spécialisée en conservation-restauration délivrant un diplôme de niveau II. Ils mettent en avant leur savoir-faire et valorisent d'autres formes de reconnaissance comme le label Entreprise du patrimoine vivant (EPV) ou le titre de Meilleur ouvrier de France (MOF), homologué au niveau III.

Les grandes sociétés, en second lieu, opèrent principalement dans les domaines des Archives et des MH. Les entreprises membres du Groupement français des entreprises de restauration de monuments historiques (GMH)⁹ ont en moyenne 30 ans d'ancienneté et des chiffres d'affaire très variables : 8,9 millions d'euros en

⁸ Dans la suite, nous utilisons le vocable « conservation » en référence à cette modélisation.

⁹ De la liste des 205 membres du groupement qui figure sur le site internet du GMH, nous avons retenu 133 sociétés en excluant les établissements secondaires et les membres associés fournissant des services de support (ex. échafaudage). La

moyenne, mais 75 % des sociétés ont un chiffre d'affaires situé en dessous de 8 millions. La catégorie modale est 20-49 salariés mais les sociétés qui travaillent majoritairement sur des objets mobiliers¹⁰ sont plutôt plus petites. Les dirigeants ont en moyenne 53 ans et sont très majoritairement des hommes. Le contraste est donc saisissant entre les membres du GMH et les diplômés de l'ESBAT en ce qui concerne la taille des entreprises, mais aussi l'âge et le sexe des dirigeants. En ce qui concerne la qualification, il arrive certes que les grandes sociétés embauchent un diplômé de niveau I ou s'adjoignent ses services le temps d'une opération qui le nécessite. Nous manquons d'ailleurs de données sur ce point, de même que sur les salariés. Néanmoins, si l'on raisonne par grands profils, celui-ci se situe clairement du côté des grands volumes et de la qualification en création-fabrication, en haut à gauche de notre schéma.

À droite, les groupements de professionnels diplômés de niveau I en exercice individuel ou ayant une très petite entreprise constituent le troisième profil de structure d'activité. Il s'oppose à celui de la grande société notamment par son caractère temporaire : les groupements sont formés de façon *ad hoc* pour réaliser une opération de conservation-restauration. En l'absence de données quantifiées à ce sujet, les propos recueillis dans le cadre de l'étude révèlent que les configurations sont très variables : du binôme régulier au grand groupement occasionnel, de la réunion de plusieurs professionnels de même spécialité à la combinaison d'une dizaine d'experts de spécialités différentes, de l'opération de quelques jours au chantier de quelques mois voire années. Réunis par un mandataire, les groupements semblent se former sur la base des réseaux d'interconnaissance établis au moment de la formation, des stages, et au gré des rencontres réalisées sur d'autres chantiers, ou par le bouche-à-oreille.

Enfin, côté conservation, un dernier type de structure est susceptible de réaliser des commandes en Archéologie mais aussi pour les MH et les Musées : les laboratoires de conservation-restauration en archéologie. De statut varié (association, groupement d'intérêt public, etc.) et de taille variée (1 salarié à plus de 20 salariés), ils sont eux-mêmes susceptibles de faire partie de groupements.

Limites de la modélisation. Si elle rend compte des différents profils de prestataires, la modélisation proposée ici demande à être étoffée. En premier lieu, il s'agit de prendre en compte les variations observées quant à la taille des structures, ainsi que la complexité des qualifications mobilisées. Beaucoup de professionnels qualifiés en création-fabrication travaillent en effet à se former en conservation, et inversement. Notre seconde remarque concerne la portée de la modélisation pour approcher les ressorts de la concurrence telle qu'elle se joue effectivement dans les différents domaines patrimoniaux : en l'absence de données sur les attributions effectives des commandes, nous ne pouvons qu'imputer des situations de concurrence.

Du côté de la commande : les raisons du recours aux différents profils de prestataires

Une telle hétérogénéité dans les profils des professionnels sollicités peut surprendre dans la mesure où les acteurs institutionnels rencontrés considèrent tous que les travaux de conservation-restauration requièrent une qualification élevée et doivent répondre à de hautes exigences de scientificité. Dans le domaine des MH, il n'existe certes pas de norme unique qui fixe la définition de ce qu'est un « bon » professionnel. Les conservateurs des DRAC prescrivent aux commanditaires le niveau de qualification nécessaire selon le bien et le type d'intervention à réaliser (création-fabrication y compris à l'identique vs. conservation). Mais dans les autres domaines patrimoniaux, la supériorité de l'expertise des diplômés de niveau I est soulignée. L'administration centrale et les services déconcentrés travaillent d'ailleurs quotidiennement à diffuser cette norme auprès des prescripteurs et des commanditaires. Dans ce contexte, deux séries d'hypothèses peuvent être formulées pour expliquer la coexistence de prestataires aux profils d'activité si variés.

La première consiste à voir le recours aux professionnels non qualifiés en conservation comme un besoin nécessaire du fait des ressources et des compétences qu'ils détiennent, ou que ne détiendraient pas les diplômés de niveau I.

1. *La taille du chantier.* Dans les domaines des Archives et des MH en particulier, les commanditaires feraient travailler les grandes sociétés, même si elles n'ont pas de personnel qualifié en conservation, parce qu'elles sont les seules à avoir les ressources et la taille suffisantes pour réaliser des travaux de grande ampleur.

base de données que nous avons constituée et analysée porte sur ces 133 sociétés, pour lesquelles nous avons recherché les caractéristiques suivantes : localisation, année de création, effectif (tranche), code NAF, dirigeant, chiffre d'affaire.

¹⁰ Elles sont référencées comme restaurateurs d'œuvres d'art, doreurs, sculpteurs, feronniers, verriers. Les sociétés travaillant principalement sur le patrimoine bâti sont référencées comme tailleurs de pierre, maçons, charpentier.

2. *Les spécialités particulières.* Dans tous les domaines patrimoniaux, y compris les Musées, il serait parfois difficile pour les commanditaires de trouver des professionnels diplômés de niveau I susceptibles d'intervenir sur des objets particuliers.

La seconde série d'hypothèses suggère que le maintien de professionnels de différents types et niveaux de qualification est un effet de l'organisation du marché.

3. *Les prix.* Dans tous les domaines, le prix des devis serait un facteur déterminant dans le choix du prestataire, surtout pour les grandes commandes. Les tarifs pratiqués par les groupements de diplômés seraient supérieurs à ceux des grandes sociétés.
4. *Les relations locales antérieures.* Dans tous les domaines, et pour tous les types de travaux, les commanditaires continueraient à faire appel aux mêmes prestataires, en lesquels ils ont confiance, ce qui rend difficile l'entrée sur le marché de nouveaux professionnels et notamment des jeunes diplômés de niveau I.
5. *Le manque de contrôle sur les travaux.* Dans tous les domaines, la mise en œuvre du contrôle scientifique et technique est limitée. Les administrations centrales et déconcentrées manqueraient de leviers et de moyens pour orienter ou valider les choix des prestataires.

La future étude pourrait permettre de tester ces hypothèses. Il paraîtrait utile, d'une part, d'en savoir davantage sur les commanditaires et les choix qu'ils opèrent. Ne s'intéresser qu'aux prestataires fausse la compréhension du marché de la conservation-restauration des biens culturels publics. D'autre part, une réflexion pourrait être conduite sur les moyens de favoriser l'hybridation des structures d'activité, pour ne plus avoir à choisir entre le volume et la qualification, et offrir des opportunités d'embauche aux diplômés de niveau I tout en permettant aux grandes sociétés de se maintenir sur le marché dans un contexte d'accroissement des exigences en conservation.

Mises en concurrence et décentralisation : les nouvelles règles du marché déstabilisent l'organisation de la commande publique et les professionnels

Outre la montée en qualification des professionnels et l'accroissement des exigences en conservation, le champ d'activité de la conservation-restauration du patrimoine public a été profondément bouleversé par plusieurs réformes. En premier lieu, les textes relatifs aux marchés publics ont introduit le mécanisme des appels d'offres. Plus généralement, les nouvelles règles de gestion publique et les injonctions managériales faites aux administrations et aux membres de la fonction publique ont contribué à généraliser le recours à des procédures de mise en concurrence (appel d'offre ouvert, appel d'offre restreint, consultation à trois devis, etc.) pour faire réaliser les opérations de conservation-restauration sur le patrimoine public même lorsque ce n'est pas requis par la loi. En second lieu, la décentralisation de la gestion de la commande publique en matière de sauvegarde du patrimoine a transféré aux communes, communautés de communes et départements de nouvelles obligations. Ces acteurs territoriaux gèrent désormais les travaux concernant les biens qui leur appartiennent. La transformation des règles du marché a des conséquences directes sur l'organisation de la commande, d'une part, et sur les professionnels, d'autre part.

Des changements profonds dans l'organisation de la commande

Jusqu'aux années 1990, le marché de la conservation-restauration était principalement régi par des réseaux interpersonnels entre commanditaires et professionnels. À la suite de la décentralisation et de l'introduction des procédures de mise en concurrence, ce modèle n'a pas disparu. La qualité du travail et le professionnalisme des restaurateurs leur permettent de tisser des relations plus ou moins stables avec les conservateurs et les autres acteurs ayant des responsabilités dans la gestion des travaux de restauration, tels que les architectes en chef des MH ou les architectes du patrimoine. Cependant, se développe aussi un modèle de marché concurrentiel plus anonyme, régi par des procédures de mise en concurrence. S'il est possible que les profils des prestataires recrutés par ce biais soient les mêmes que précédemment, le travail de gestion de la commande a lui beaucoup changé, en particulier sur les dimensions suivantes : surcroît de travail administratif, travail juridique, propositions parvenant de toute la France et d'inconnus, choix à opérer sur la base de critères objectivables, nécessité de rendre des comptes.

La décentralisation a aussi comme conséquence que les mises en concurrence émanent désormais d'un plus grand nombre d'administrations publiques et de commanditaires, qui ont des pratiques et des attentes parfois très différentes malgré le travail d'harmonisation des normes et de standardisation des procédures réalisées par les acteurs institutionnels de l'administration centrale et des DRAC. Le recours aux mises en concurrence, la

décentralisation et l'augmentation du nombre de professionnels, enfin, ont considérablement réduit la marge de manœuvre des conservateurs. Privés d'une vision d'ensemble à l'échelle du territoire, et de la maîtrise du calendrier, ils ne peuvent plus programmer le travail comme auparavant. Alors qu'ils avaient à cœur, dans la mesure du possible, de distribuer les missions de façon à ce que tous les professionnels de leur réseau aient du travail à chaque moment du temps, ils regrettent de ne pas pouvoir soutenir les professionnels de qualité dont la structure est en difficulté.

Un besoin d'objectivation. Ces observations concernant l'évolution de la commande demandent à être confirmées et affinées. L'étude préalable a, en effet, mis en évidence le manque de données disponibles sur les travaux de conservation-restauration réalisés sur le patrimoine public. Or, de telles données seraient utiles à l'administration pour appuyer ses propositions et guider la décision publique en matière de stabilisation de la commande publique, aux responsables de formation qui aimeraient que leurs étudiants soient davantage préparés à la réalité de l'entrée sur le marché du travail, mais aussi aux professionnels qui manquent de connaissances et d'outils pour équiper leurs réflexions collectives. À l'issue de nos études exploratoires sur trois des quatre domaines patrimoniaux considérés¹¹, nous sommes en mesure de dire qu'il serait souhaitable de suivre un petit nombre d'indicateurs simples pour répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure le recrutement reste-t-il local malgré l'essor de la logique de marché ? Assiste-t-on à une instabilité ou une recomposition de la population des professionnels recrutés ou, au contraire, les commanditaires continuent-ils de faire appel aux mêmes professionnels ? Les professionnels diplômés parviennent-ils à conquérir de nouveaux marchés ? Les commandes sont-elles de plus en plus attribuées à des structures de grande taille ?

Du côté des professionnels : s'adapter aux nouvelles règles du marché

Les professionnels sont loin d'être passifs face à l'évolution des règles du marché. Ils adoptent, non sans difficulté parfois, des stratégies d'adaptation qui varient principalement en fonction de la génération.

Pour les professionnels qui sont entrés sur le marché avant le milieu des années 2000, s'adapter signifie diversifier leurs pratiques pour obtenir des contrats. D'un côté, ils continuent de cultiver leur réseau dans l'espoir d'être sollicités sur des procédures de gré à gré grâce à la réputation dont ils jouissent auprès des décideurs, et pour être appelés dans le cadre de mises en concurrence restreintes. De l'autre, ils répondent à des appels d'offres ouverts, seul ou à plusieurs, localement ou sur l'ensemble du territoire national, sans nécessairement connaître les conservateurs ou les architectes responsables des projets de restauration. Certains semblent avoir bénéficié de l'ouverture à la concurrence. Ils génèrent, en tant qu'entreprises individuelles, d'importants chiffres d'affaires – supérieurs aux 100 000 euros – et peuvent être amenés à sous-traiter une partie de leur travail à d'autres professionnels. De la même manière, certaines entreprises du GMH et des grandes sociétés intervenant dans le domaine des Archives ont pu intégrer les règles de fonctionnement des marchés publics en affectant une partie de leur personnel à la gestion des appels d'offre et au démarchage. En revanche, certains professionnels entrés sur le marché avant les années 1990 ont des difficultés à intérioriser les nouvelles logiques et pratiques de mise en concurrence, et par conséquent à se maintenir sur le marché. Ils connaissent des situations de chômage et parfois de grande précarité.

D'autres stratégies d'adaptation au marché sont développées par les professionnels pour se maintenir sur le marché. D'une part, ils essaient de développer plusieurs compétences afin de concourir sur davantage de marchés. Certains se positionnent sur plusieurs domaines patrimoniaux. D'autres préfèrent se spécialiser dans ce qu'ils considèrent être des « niches » de façon à se trouver en situation de moindre concurrence. Par ailleurs, et face à la montée en force des commandes liées à la conservation préventive, des professionnels n'hésitent pas à reprendre leurs études pour obtenir les diplômes leur permettant de mettre en avant leurs compétences en conservation préventive. Cependant, nous n'avons pas les moyens de dire si ses stratégies sont payantes dans la durée, ni quel coût elles ont pour les personnes, notamment en ce qui concerne la reprise d'étude.

En ce qui concerne les professionnels entrés sur le marché dans les années 2000 ou 2010, leurs revenus semblent faibles au regard de leur niveau de qualification, même après plusieurs années d'exercice, et même

¹¹ Nous avons réalisé trois études exploratoires sur différents marchés ou segments de marchés pour lesquels l'accès aux données était relativement aisé : les opérations de conservation (désinfection, dépoussiérage, restauration, reliure, traitement des sceaux) réalisées par les services d'archives départementales en 2016 (N=74 prestataires); les travaux de conservation-restauration effectués par cinq musées nationaux en 2015-2016 (N=85) ; les opérations d'entretien et de restauration des objets et immeubles MH-État financées par la DRAC Rhône-Alpes en 2015-2016 (N=74).

lorsqu'ils ont développé une spécialisation peu commune¹². Les ruptures de charge dans leur activité ne leur permettent pas d'acquérir les ressources indispensables au développement de leur trajectoire professionnelle notamment celles qui consistent à construire, sur la base d'une confiance réciproque, un réseau d'interconnaissance avec les conservateurs ou les architectes. Pour s'insérer en réduisant sa prise de risque, il est courant que le jeune professionnel crée son entreprise sous le statut d'autoentrepreneur en ayant parallèlement recours à des formes de contrats salariés à faibles quotités de temps de travail. Par ailleurs, il peut avoir recours, pour d'autres contrats, aux services d'une société de portage salarial. Souvent envisagée comme une solution temporaire, la combinaison des statuts s'inscrit progressivement dans le quotidien de ces travailleurs et s'impose dans la durée.

En définitive, de nouvelles tensions semblent apparaître dans le champ d'activité de la conservation-restauration du fait de l'évolution des règles du marché. On assisterait, d'une part, à une grande précarisation des jeunes générations, amenées à baisser les prix et à recourir à des statuts à faible protection sociale ; d'autre part, à un accroissement des difficultés rencontrées par les entreprises individuelles ou collectives, plus stables, mais soumises à la concurrence de ces nouveaux venus et mises en difficulté par la lourdeur des charges tant administratives qu'économiques qui pèsent sur elles. Cette dynamique demande à être étudiée de façon plus approfondie, notamment en mettant en regard l'activité des professionnels (volume, revenus, clients, fréquence des missions, etc.), leur(s) statut(s), la taille de leur structure, leur parcours de formation et leur ancienneté.

Des professionnels sous tension

A l'issue de l'étude préalable, nous avons identifié un certain nombre de difficultés rencontrées par les professionnels réalisant les travaux de conservation-restauration, qui devront être confirmés et investigués plus largement. Directement en lien avec ce qui précède, en premier lieu, il ressort que tous les professionnels, même ceux exerçant dans des structures de grande taille, subissent directement les effets délétères de la généralisation des procédures de mises en concurrence : surcroît de travail administratif, frustration par rapport au nombre de marchés remportés, déplacements à perte, travail gratuit, coût et délais difficilement absorbables, défiance vis-à-vis des collègues et des acteurs institutionnels.

En second lieu, les professionnels partagent un certain nombre d'autres difficultés dans la conduite de leur travail et la gestion de leur activité, moins liées cette fois aux procédures de mises en concurrence, qu'au contexte plus général de concurrence et de précarisation accrue dû au trop faible nombre de commandes par rapport à la population des professionnels. Les thématiques suivantes se sont révélées centrales dans les entretiens réalisés : ambiguïté de leur place dans la division du travail patrimonial, tiraillement en ce qui concerne les activités de valorisation scientifique, souffrance éthique, pénibilité physique et prise de risques notamment chez les jeunes, insuffisance de la formation, dépendance à la famille et au conjoint, difficulté à concilier vie privée et vie professionnelle.

Confrontés aux nouvelles règles du marché et à leurs effets délétères, ils doivent mettre en place des stratégies individuelles qui semblent générer un accroissement de l'hétérogénéité des statuts et des situations, et une certaine défiance entre les générations qui fragilise le groupe professionnel. Si, d'un côté, la situation des plus jeunes est inquiétante au regard de leur précarité et de leur absence de visibilité sur la pérennité de leur activité, celle des plus âgés n'est guère plus rassurante. Certains des professionnels ayant plus de dix ans de métier ont fait part de leur appréhension quant à la poursuite de leur carrière jusqu'à l'âge de la retraite, qui n'interviendrait, pour nombre d'entre eux, qu'au-delà de 70 ans. Entrés sur le marché du travail de façon tardive, après de longues études, ils n'envisagent qu'avec scepticisme leur maintien dans l'activité au rythme où ils le vivent actuellement. L'énergie déployée pour conquérir de nouveaux marchés publics, les longs déplacements, les pénibilités physiques et morales sont autant d'indices qui incitent les catégories d'âge intermédiaires à penser, dès à présent, à un projet de reconversion et, pour ceux au-delà de cinquante ans, à considérer être dans une impasse.

Au regard de ce premier bilan, il semble souhaitable d'engager rapidement une enquête de plus grande ampleur compte tenu, d'une part, du manque de données sur la commande en conservation-restauration et sur la population des professionnels qui réalisent les travaux ; d'autre part, des difficultés préoccupantes rencontrées par cette population d'un point de vue d'équilibre économique mais aussi d'exposition à des risques psycho-sociaux.

¹² Parmi les personnes interviewées, les plus jeunes ont déclaré un revenu personnel tiré de l'activité de conservation-restauration situé entre 1 000 et 1 500 euros nets. Cela recouvre des situations très variables qui demandent à être investiguées avec plus de précision.

Méthodologie

Un comité de suivi a accompagné les différentes phases de l'étude, qui a duré sept mois¹³. L'enquête a constitué, d'une part, en la réalisation d'entretiens approfondis avec 11 acteurs institutionnels (administration centrale du ministère, DRAC, services centraux, *etc.*) et 33 professionnels réalisant des travaux de conservation-restauration et exerçant sur le territoire français ; d'autre part, en la collecte et le traitement de données statistiques, à titre exploratoire, sur les professionnels et sur les opérations réalisées sur le patrimoine public.

Les professionnels rencontrés ont été choisis de manière à multiplier les prismes d'analyse : génération, sexe, implantation géographique, niveau de qualification, ou encore taille et statut des entreprises. En ce qui concerne la spécialité, un large spectre a été couvert sans qu'il soit possible d'en donner un compte exact car les professionnels interviennent dans plusieurs champs, développent parfois des sous-spécialités très précises, et que cela varie au cours du temps¹⁴. Les professionnels rencontrés au début de l'enquête étaient majoritairement diplômés des formations de niveau I et plutôt très expérimentés. Par la suite, nous avons ouvert la population enquêtée aux générations plus jeunes et à des professionnels non diplômés de niveau I. Des pistes d'investigation spécifiques ont été également suivies pour approcher la variété des profils des intervenants dans chaque domaine patrimonial.

¹³ Le comité de suivi de l'étude a réuni, aux côtés des chercheurs du CSO, des représentants des différents services de la Direction générales des patrimoines (Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, Inspection des Patrimoines, Service interministériel des Archives de France, Service des Musées de France – sous-direction des collections, Service du Patrimoine – sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, sous-direction de l'archéologie), du Centre de recherche et de restauration des Musées de France (C2RMF), de la Direction Générale de la Création Artistique – service des arts plastiques, et du Département des études, de la prospective et des statistiques.

¹⁴ Les domaines suivants ont été représentés : Métaux, Arts graphiques, Mobilier, Archéologie, Sculpture, Vitrail, Peinture, Textile, Céramique, Décors, Luminaire, Factice d'orgue, Mécanique.

Le guide pratique « marchés publics de conservation-restauration de biens culturels »

La version 2018_V0 d'un guide paru en 2009 sera prochainement mise en ligne sur la page <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Principes-et-methodes/Marches-publics>

Depuis 2015, un groupe de travail associant les services métiers, le Secrétariat général du ministère de la Culture et les associations professionnelles a permis de revoir en profondeur le plan du guide, d'actualiser, en fonction de l'évolution des textes, les informations relatives aux procédures et à la jurisprudence, aux avenants, à l'exécution et à la fin du marché et d'ajouter des annexes sur la question des assurances et sur les clauses de cessions de droits pour le rapport d'intervention.

Ces révisions sont le fruit de réunions qui ont associé les différents services métiers de la direction générale des Patrimoines (Service du Patrimoine – MH et archéologie, service des musées de France, C2RMF, service interministériel des Archives de France) et le Service du Livre et de la Lecture, par l'intermédiaire de leurs représentants du groupe conservation-restauration. Le concours de la mission commande publique de la sous-direction des affaires juridiques et de la juriste marchés publics de la direction générale de la Création artistique a été très important pour la partie relative aux procédures des marchés. Le dernier chapitre relatif au rapport d'intervention a été rédigé avec l'aide du bureau de la propriété littéraire et artistique de la Sous-direction des affaires juridiques, de la direction générale de la Création artistique, de la mission archives du MCC et du Service interministériel des Archives de France. L'ensemble du guide a fait l'objet de discussions avec les associations AFROA, AprévU, FFCR, GPFO et GMH.

La parution des textes relatifs aux marchés publics en 2015 (ordonnance) et 2016 (décrets et arrêtés) n'a pas permis de finaliser aussi vite que souhaité la rédaction finale de ce guide. Cette version V0 sera soumise comme en 2009 pour validation par la DAJ du ministère chargé de l'Économie et des finances. Le guide sera à nouveau actualisé à la fin de l'année 2018 à la suite de la parution du **nouveau code de la commande publique**.

Le guide sera accompagné de documents téléchargeables séparément :

- Glossaire, version 2016
- Modèle de clause-type de cession de droits d'auteur dans le cadre d'un marché public, version 2016

Documents à paraître en 2018

- Cadre-type d'un règlement de consultation/Avis d'appel à la concurrence (AAC)
- Cadre-type d'un cahier des charges

Ces documents seront travaillés durant l'année 2018 avec l'aide d'un musée national, d'un musée territorial, d'une conservation régionale des monuments historiques, d'un service d'archives et d'un service d'archéologie confrontés à la mise en œuvre des marchés publics de conservation-restauration.

Les fiches métiers de l'INMA

Une nouvelle fiche métier pour le domaine de la restauration

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Actualite/Une-nouvelle-fiche-metier-pour-le-domaine-de-la-restauration>



Les Fiches métiers de l'Institut National des Métiers d'Art (INMA) proposent une information détaillée sur chacun des métiers d'art : définition du métier (histoire, techniques, matériaux), cursus de formation, données économiques, panorama des manifestations, des organisations professionnelles, des lieux ressources et de la presse spécialisée.

Depuis la parution de la nouvelle liste des métiers d'art, fixée par l'arrêté du 24 décembre 2015, l'INMA a entrepris un important travail de mise à jour de sa collection de fiches métiers, en lien avec les organisations professionnelles et les administrations concernées.

Nouveauté majeure : la liste possède désormais un domaine consacré aux métiers de la restauration du patrimoine, qui compte à ce jour treize spécialités : peintures, documents graphiques et imprimés, photographies, sculptures, textiles, cuirs, métal, meubles, mosaïque, céramiques, verre et cristal, vitraux et objets scientifiques, techniques, industriels.

Certaines étaient déjà présentes dans la liste de 2003, réparties au sein de différents secteurs (bois, textile, terre...). Pour plus de cohérence, elles sont aujourd'hui réunies dans un seul domaine, complété de sept nouvelles spécialités : la restauration de photographies, de sculptures, de cuirs, de métal, de mosaïque, de vitraux et d'objets techniques, scientifiques, industriels.

Une information précise sur les métiers de la restauration

Afin de proposer une information claire et actualisée sur ces métiers, l'INMA et la direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture ont constitué un groupe de travail chargé d'établir une fiche métier présentant le domaine de la restauration et ses spécialités.

Composé d'institutions, d'organisations professionnelles et d'établissements de formation, ce groupe de travail¹⁵ a réalisé deux documents de référence :

- [Une fiche métier](#) qui présente la profession, ses débouchés et ses formations ;
- [Une synthèse des ressources](#), qui liste les organisations professionnelles, les associations, les salons, concours et aides, les centres de recherche et laboratoires, les centres d'information.

Pour plus d'informations sur ces métiers

<http://www.institut-metiersdart.org/actualites/a-savoir/une-nouvelle-fiche-metier-pour-le-domaine-de-la-restauration>

¹⁵ Ministère de la Culture – Direction générale des patrimoines (département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, service des Musées de France, service du Patrimoine, service interministériel des archives de France) - Direction générale des médias et des industries culturelles (service du Livre et de la Lecture), Direction générale de la création artistique, Bibliothèque nationale de France (BNF), Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF), Centre de recherche sur la conservation (CRC), Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH), École supérieure des Beaux-Arts TALM – Tours, Fédération française des professionnels de la conservation-restauration (FFCR), Institut National du Patrimoine (INP), Sèvres-Cité de la céramique.

Portail Conservation-restauration – actualisations 2016-2017

Sur la suggestion des membres du groupe de travail « conservation-restauration » et des associations professionnelles, le portail « conservation-restauration » est régulièrement mis à jour par les soins de Servane Cotereau, SDMHEP-BCPMI, sous la coordination de Judith Kagan.

Outre la rubrique [Actualités](#), une mise à jour périodique des pages **Normalisation**, **Acteurs** (actualisation des sites internet, informations sur l'accord-cadre MC/CNRS, labex, equipex...), **Ressources documentaires** et **Plan de sauvegarde**, a été réalisée.

Une refonte de la page [Formations](#) a occupé un groupe de travail spécifique en 2016 et 2017¹⁶. Pour répondre à des questions récurrentes de la part des responsables du patrimoine, l'objectif est de donner des informations générales sur :

- les lieux de formation,
- les diplômes spécialisés dans le domaine de la conservation des biens culturels,
- la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou la validation de l'enseignement supérieur (VES),
- les niveaux des diplômes et niveaux de formation,
- les formations en Europe.

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Formations>

Les pages **Formation initiale, continue et internationale** ont également été mises à jour et enrichies :

- <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Formations/Formation-initiale>
- <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Formations/Formation-continue-des-professionnels-du-patrimoine> (Ces pages permettent d'accéder, entre autres, à la formation en conservation-restauration proposée chaque année par l'Inp ou le département de la formation scientifique et technique de la direction générale des Patrimoines).
- <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Conservation-restauration/Formations/Formation-internationale>

Quel que soit le type de patrimoine (archives, bibliothèques, musées, archéologie, monuments historiques...), ces pages concernent tous les métiers : conservateurs, restaurateurs, régisseurs, documentalistes, architectes, ingénieurs, scientifiques de la conservation...

¹⁶ Florence Bertin, Marie-Anne Loeper-Attia, Bénédicte Rolland-Villemot et Judith Kagan.

À paraître : Répertoire des restaurateurs parisiens de peintures et de dessins, 1750-1950

Le projet de publier un *Répertoire des restaurateurs parisiens de peintures et de dessins de 1750 à 1950* est né en 2008 de l'idée de cerner et de regrouper les connaissances éparses que nous avions alors sur les restaurateurs.

On doit notamment la genèse de ce projet au travail alors effectué au sein du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF) dans la filière Peinture par Nathalie Volle, conservateur général, et Béatrice Lauwick, conservateur en chef. Les ont rejointes pour la peinture, Isabelle Cabillic, maintenant conservateur au Service des musées de France, et pour les Arts graphiques, Natalie Coural, conservateur en chef et Laëtitia Desserrières, désormais responsable des dessins au musée de l'Armée. Un groupe de travail s'est ainsi formé il y a plus de dix ans maintenant sur l'Histoire de la restauration, que Gaëlle Pichon-Meunier, chargée d'études documentaires et responsable de la documentation objets mobiliers à la médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine, a récemment complété pour enrichir les biographies des travaux réalisés dans le cadre des monuments historiques.

Divers fonds ont été consultés et dépouillés par ce groupe de travail pour nourrir les biographies de chaque restaurateur : Archives nationales et départementales, Archives de Paris, Documentation/Archives de la restauration du C2RMF, Almanachs du commerce, Médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine, Légion d'Honneur, fonds privés conservés par les familles des restaurateurs... Il a également encadré des travaux d'étudiants de l'École du Louvre qui se sont appuyés sur ces dépouillements pour dresser une synthèse sur nombre de restaurateurs dans le cadre de leur master.

Une fiche-type a été élaborée pour regrouper l'identité du restaurateur, son domaine d'intervention, les lieux et dates de son activité professionnelle, sa formation, ses principaux travaux, ses méthodes, son atelier, sa postérité et ses écrits éventuels. Une bibliographie ainsi qu'une iconographie sélective (portrait, signature, en-tête, etc.) complètent, illustrent et enrichissent cette approche historique. Les 1000 notices biographiques de ce *Répertoire* ainsi réunies sont classées par ordre alphabétique, toutes spécialités confondues. Elles sont complétées d'articles présentant le contexte et principalement les acteurs de la restauration, sujet central de ce volume à paraître en 2019.

Institut national du patrimoine (INP) : formation initiale des conservateurs : présentation du module conservation-restauration

Coordinateurs :

Irène Jourd'heuil, Conservateur des monuments historiques, Drac Centre

Lorraine Mailho, Conservatrice générale du patrimoine, chef du Département restauration, C2RMF

Grazia Nicosia, Conservateur-restaurateur, Service de la conservation préventive, musée du Louvre

Avec la participation de Jane Échinard, adjointe au directeur des études du département des restaurateurs de l'Inp.

Le module conservation-restauration, dont la coordination est conjointement assurée par des conservateurs et des restaurateurs, est l'un des pivots de la formation des conservateurs du patrimoine. Il associe étroitement les deux départements pédagogiques de l'Inp autour de cours conjoints et de périodes de formation mutualisées : chantier des collections, constat d'état, marchés de conservation-restauration de biens culturels.

Objectifs pédagogiques :

Le module Conservation-restauration vise à répondre spécifiquement aux besoins des conservateurs en termes de connaissances :

- sur la conservation préventive et les pratiques associées, notamment les évaluations et les chantiers de collections ;
- sur la conservation-restauration des biens culturels et du patrimoine archivistique, incluant : les études préalables, les analyses scientifiques, les typologies d'interventions curatives et de restauration, les outils méthodologiques et les procédures de marchés publics.

Si l'ambition pédagogique n'est pas que les conservateurs sachent faire eux-mêmes un bilan climatique, un conditionnement ou a fortiori une intervention de restauration, elle est cependant porteuse de la volonté d'incarner, de la manière la plus concrète possible, la nécessaire interdisciplinarité des pratiques de préservation des collections.

Dans cette optique, deux axes sont privilégiés :

- compléter les sessions de formation théorique par des visites accompagnées, des séances de travaux pratiques et plus occasionnellement des présentations de matériels ou d'équipements ;
- favoriser les enseignements par des acteurs de terrain : les architectes, régisseurs, scientifiques, restaurateurs et conservateurs qui sont spécifiquement sollicités pour ce module œuvrent au quotidien sur des questions de conservation matérielle.

Le module, échelonné sur les 18 mois de formation des conservateurs du patrimoine, est articulé en deux parties :

- la première, en année n, est centrée sur la conservation préventive (environ **42h** de cours et visites et une semaine de chantier des collections **30h**) ;
- la seconde, en année n+1, comporte des approfondissements sur la conservation-restauration des collections (environ **85h** de cours et visites **toutes spécialités confondues** + une journée d'exercice de constat d'état + deux journées d'exercice pratique de définition de projet de restauration).

MODULE Conservation-restauration - PARTIE 1
--

Cette première séquence de formation comprend, pour l'ensemble des spécialités :

- une introduction générale à la conservation-restauration ;
- des présentations théoriques portant successivement sur les thèmes du climat, de la lumière et des polluants, des micro-organismes et des infestations d'insectes ;
- une journée de visite d'un bâtiment patrimonial, commentée, selon les cas, par le chef d'établissement, l'architecte en charge de travaux, le régisseur, l'agent chargé de la conservation préventive, complétée, si possible, par une session d'expérimentation avec des appareils de mesure des paramètres environnementaux ;

- trois jours, au Département des restaurateurs à Aubervilliers, portant sur le marquage et le conditionnement associant des présentations théoriques des matériaux de conditionnement et des équipements utilisés pour les environnements micro-régulés (conditionnements, vitrines) à des travaux pratiques encadrés par des restaurateurs ;
- une semaine de chantier-école, sous la conduite de l'équipe de l'établissement d'accueil et d'un encadrant pédagogique sélectionné par l'Inp, associant aux élèves conservateurs des élèves restaurateurs (1ère année) et des élèves régisseurs du Master de l'École du Louvre. Un rapport rédigé en commun, d'une vingtaine de pages, présente tant la chaîne opératoire que les difficultés rencontrées et les spécificités du chantier.

Ce chantier-école fait ensuite l'objet d'une restitution orale avec présentation (20 mn) par les différents groupes d'élèves du travail réalisé lors du chantier des collections, en présence des représentants des différentes institutions d'accueil.

Dans le cadre de ces enseignements de tronc commun, la prise en compte des spécialités intervient dans le choix des visites, ainsi que dans celui de l'établissement d'accueil pour le chantier-école.

MODULE Conservation-restauration - PARTIE 2
--

Cette seconde séquence de formation comporte des enseignements à thématique transversale et des approfondissements qui se déclinent selon les spécialités des conservateurs stagiaires.

L'objectif est de mettre en évidence pour les conservateurs stagiaires les facteurs de risques, les principales altérations et les traitements courants mis en œuvre dans les opérations de conservation-restauration.

- 4 demi-journées de tronc commun sur la déontologie de la conservation-restauration, les études préalables et les pratiques de la commande publique pour des opérations de conservation matérielle ;
- des approfondissements par spécialité sous forme de cours et/ou de visites pouvant porter selon le cas sur les analyses scientifiques, les traitements de masse des documents d'archives, les œuvres et documents sur support-papier, les papiers peints, les œuvres et documents sur parchemin, les documents reliés, les photographies, les sceaux, les textiles, les cadres, les peintures, les sculptures, le mobilier, les matériaux contemporains, les matériaux pierreux, les enduits peints et les mosaïques, les restes humains, le patrimoine industriel, les collections scientifiques et techniques ;
- une visite de tronc commun des ateliers de l'INP-Restaurateurs, ainsi que plusieurs visites commentées ciblées par spécialité dans des ateliers de conservation-restauration d'œuvres graphiques, de photographies, de peintures de chevalet, de sculpture, de tapisseries, de matériaux archéologiques gorgés d'eau, de mosaïques ainsi que de céramiques, verres et métaux archéologiques ;
- 3 journées de travaux pratiques pour toutes les spécialités autour de la réalisation d'un constat d'état et d'un projet de conservation-restauration, en commun avec les élèves restaurateurs de 2^e puis de 3^e année. Un rapport est rédigé en commun, et fait ensuite l'objet d'une restitution orale en présence des représentants des différentes institutions d'accueil.

Institut national du patrimoine (INP) : formation permanente au regard des métiers et des pratiques en évolution

Dès sa création en 1990, l'école nationale du patrimoine, devenue en 2001 l'Institut national du patrimoine a intégré la formation permanente dans ses missions.

« Être conservateur du patrimoine, ce n'est pas uniquement être responsable des richesses culturelles de la France ; c'est également être un cadre de haut niveau toujours au fait des évolutions théoriques ou techniques et curieux de découvrir de nouveaux domaines d'investigation »¹⁷.

En 1997¹⁸ 28 sessions de formation permanente sont organisées pour 481 personnes du ministère de la Culture et de la Communication, 273 agents des collectivités territoriales et 171 personnes ayant d'autres statuts.

À partir de 2002, l'Institut national du patrimoine commence à réfléchir à la mise en place d'une formation permanente pour les restaurateurs dans le cadre de la mise en place de la loi sur les musées. L'Inp devient l'organisme de formation dans le cadre de la mise en place des qualifications requises pour restaurer les collections d'un musée de France. Une commission d'habilitation est mise en place à la Direction des musées de France. Elle peut demander aux candidats des formations complémentaires qui sont alors organisées par l'Inp. Dans ce cadre, en 2008, l'Inp organise une formation « Naturalia » qui s'adresse aux restaurateurs de collections d'histoire naturelle.

En 2010, des formations permanentes dans le domaine partagé conservation-restauration sont organisées entre le département des conservateurs et celui des restaurateurs.

En 2014, dans le cadre de l'Institut méditerranéen des métiers du patrimoine, l'Inp organise en convention avec le Mucem (musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) inauguré en 2013 à Marseille, des séminaires de formation.

La formation permanente au département des conservateurs

Depuis 1990, et jusqu'en 2016, le département des conservateurs a organisé 704 formations.

Les thèmes les plus fréquemment abordés sont :

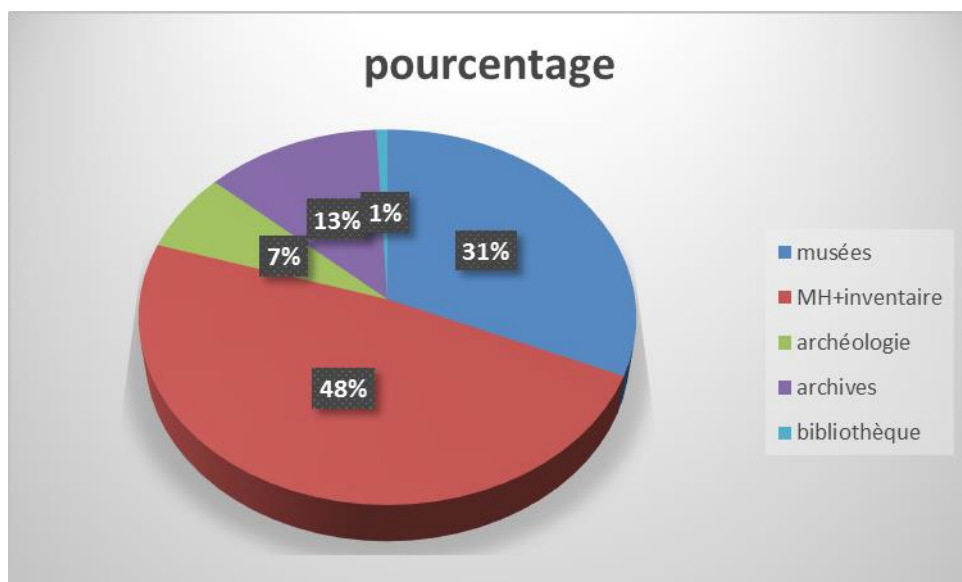
THEME	NOMBRE	DATE
conservation-restauration	14	
constat d'état	19	2005
chantier des collections	8	2004
projet culturel de musée	24	1992
élaborer un projet culturel de musée+PSC	28	1992
photographies	34	2006
inventaire d'un musée	28	1995
archives	31	1999
numérisation, nouvelles technologies	21	1996
droit des images	23	1998
récolement	10	2006
droit du patrimoine	3	2000
droit des images	10	2009
paysages et jardins	23	1992

¹⁷ Jean -Pierre Bady dans le rapport d'activité de l'ENP en 1993.

¹⁸ Rapport d'activité de l'École nationale du patrimoine, 1993.

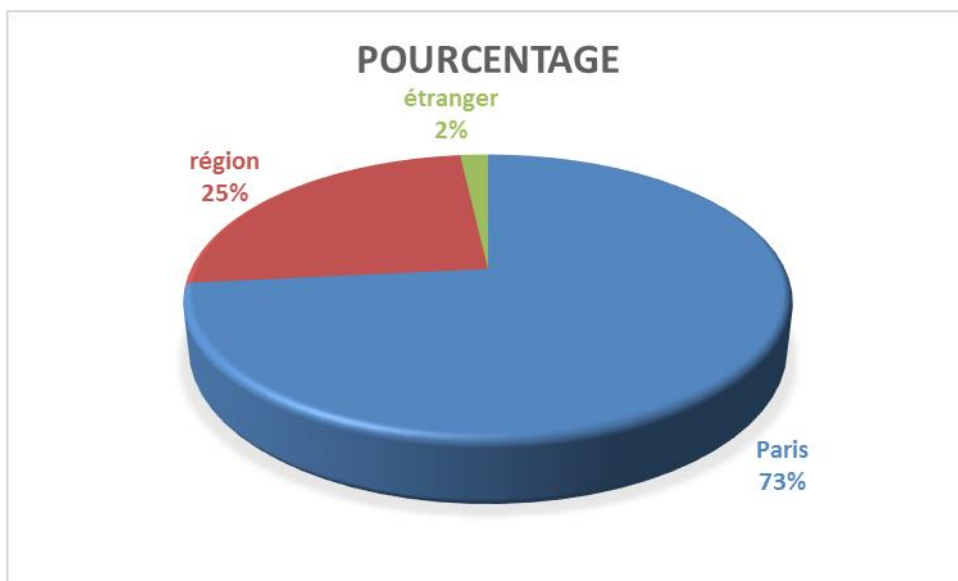
conservation préventive	42	1996
sécurité des œuvres	5	1992
techniques des œuvres	20	1992
art contemporain	2	1999
patrimoine industriel	16	1993
architecture	16	1999
enrichissement des collections	3	1997
exposition	28	2000
public et médiation	31	2002
conservation préventive	42	2001

La répartition par domaine patrimonial



La répartition géographique des formations

Même si Paris reste le principal lieu de formation, on peut noter une véritable évolution car de plus en plus de formations sont organisées en région en partenariat avec les collectivités territoriales, comme la convention signée avec la ville de Poitiers en 2017. La création de l'Institut méditerranéen des métiers du patrimoine en 2013 a délocalisé beaucoup de formations à Marseille.



La formation permanente des restaurateurs.

De 2004 à 2016, le département des restaurateurs a organisé 181 formations.

Les formations comprennent trois volets :

- les formations consacrées à l'exercice du métier de restaurateur (gestion des risques chimiques, gestion des produits toxiques), les formations administratives (les marchés publics, l'étude préalable en conservation-restauration, l'assurance et la responsabilité) ;
- les formations aux nouveaux matériaux et aux nouvelles méthodes de traitement comme l'utilisation des gels et les méthodes aqueuses pour le nettoyage. Les nouvelles technologies occupent une place de plus en plus importante. Des sessions s'intéressent aussi aux techniques de création et aux altérations spécifiques, comme les techniques de fabrication du papier, les techniques de la dorure. La formation à l'imagerie 3D connaît depuis ces dernières années un développement important avec la création d'un cours en ligne en 2016 ;
- le domaine partagé qui s'adresse à tous les métiers du patrimoine (conservateurs, restaurateurs, régisseurs...). Ce sont essentiellement des formations sur la conservation préventive (matériau de conservation, gestion des risques), des tables rondes sur le projet de restauration, les appels d'offre en conservation-restauration.

En 2016, pour les conservateurs, l'adaptation de l'offre de formation continue aux besoins des employeurs publics et à l'évolution du métier de conservateur du patrimoine a conduit à la mise en place de formations sur la déontologie, le management public, la communication publique et le média training.

Dossier rédigé par Bénédicte Rolland-Villemot, conservateur en chef du patrimoine

Les cycles de formation proposés par l'ARAAFU, association des restaurateurs d'art et d'archéologie de formation universitaire

Depuis 2005, l'ARAAFU offre un large panel de formations dans le domaine de la conservation-restauration des biens culturels. Celles-ci sont destinées à tous les professionnels du patrimoine. Elles couvrent les domaines de la conservation préventive et curative, de la restauration, de la conservation préventive, des collections et de la régie. Chaque formation associe une approche théorique et pratique dans l'objectif de renforcer les connaissances scientifiques, consolider des méthodologies, développer des outils de travail et enrichir les pratiques des professionnels. Les intervenants proviennent de différents champs d'activité liés à la culture : conservateur-restaurateur, scientifique, radiologiste, régisseur...

Le programme des formations à venir est diffusé quelques mois avant la date. À la demande d'une institution ou d'un groupe, il est possible également d'organiser des formations sur mesure, comme cela a été le cas entre autres pour l'Inrap. Le détail des programmes est accessible sur le site internet de l'association : <http://araafu.free.fr>.

Liste des formations déjà dispensées :

Conservation préventive

- Les vernis : usage et propositions issues de recherches récentes
- Textiles archéologiques : étude, altérations et conservation
- Sécurité incendie et risque chimique
- Conditionnement, emballage des œuvres de petit format en 3D
- Constats, diagnostics, évaluations : la conservation préventive en action
- Vitrines : conservation et gestion
- Matériaux de conservation préventive
- Méthode d'évaluation des risques appliquée aux biens culturels
- Prévention des risques d'infestation au sein des établissements patrimoniaux
- Les sorbants : principes et applications
- Constats d'état et relevés sur tablettes numériques
- Identification des naturalias (mammifères, oiseaux et ivoires) et leur conservation
- Prévention des risques musculosquelettiques chez les professionnels de la conservation-restauration de sculptures

Conservation-restauration :

- Réintégration de la couche picturale par la technique du *Tratteggio*
- Nouveaux procédés de nettoyage à base de gels, émulsions et tensio-actifs
- Restauration des dorures
- Intégration colorée des lacunes en conservation-restauration d'objets archéologiques, méthodes et matériaux
- Nettoyage et complexants : mécanismes d'action et emploi
- Dessalement des matériaux poreux
- Consolidation des déchirures : pratique de la technique de couture avec des fils chirurgicaux
- Conservation restauration des matériaux plastiques : cas particulier du collage
- Les matériaux pour la réintégration colorée des lacunes

Étude et caractérisation :

- Techniques photographiques : prise de vue et traitement des images
- Photoshop initiation et perfectionnement
- Prise en main du logiciel Power Point
- Photographie pour la prise de vue archéologique et muséale (2008)
- Apports de la radiographie X en archéologie : principes, usage et lecture de clichés FileMaker Pro

Formations prévues pour 2018 :

- Les sorbants : principes et applications
- Constats d'état et relevés sur tablettes numériques
- Relevés graphiques sur tablettes numériques
- Apports de la radiographie X en archéologie : principes, usage et lecture de clichés
- Le convoiement d'œuvres par un conservateur-restaurateur : aspects théoriques et pratiques

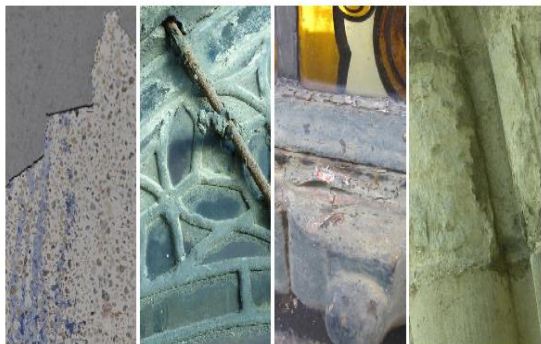
Journée d'étude : les risques liés au plomb sur les chantiers de conservation-restauration

A R A A F U
Association des Restaurateurs d'Art et
d'Archéologie de Formation Universitaire



Journée d'étude
Les risques liés au plomb
sur les chantiers de conservation-restauration

Organisée par l'Association des Restaurateurs d'Art et d'Archéologie de Formation Universitaire



Le plomb, se rencontrer et partager pour mieux se protéger

Vendredi 25 mai 2018

Médiathèque de l'architecture et du patrimoine - Charenton-le-Pont



Cité de l'architecture et du patrimoine : Le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA), mention « architecture et patrimoine » de l'École de Chaillot

L'École de Chaillot, fondée en 1887, assure par le biais de son Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA), mention « architecture et patrimoine », la formation des architectes du patrimoine, qui œuvrent pour l'appropriation contemporaine du bâti existant, des villes anciennes et des territoires. Le « cours de Chaillot » délivre ce diplôme propre au ministère de la Culture, et accrédité à un niveau post-master par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les objectifs de cette formation sont pluriels :

- transmettre aux architectes une culture du diagnostic,
- former des architectes aux enjeux et aux métiers du patrimoine,
- spécialiser des architectes aptes à exercer la maîtrise d'œuvre sur les immeubles classés au titre des Monuments historiques n'appartenant pas à l'État et capables de mettre en œuvre les dispositifs du volet patrimonial de la loi LCAP du 7 juillet 2016.

Enfin, le cursus prépare les architectes aux concours d'architecte en chef des Monuments historiques (ACMH) et d'architecte urbaniste de l'État (AUE), option « Patrimoine ». L'École de Chaillot en assure la formation post-concours, avec l'École des Ponts-Paris Tech.

L'École forme sur une année civile environ 250 architectes spécialistes du patrimoine, dans le cadre du DSA. Ils exercent ensuite dans le secteur privé en tant que libéral ou comme salarié, dans les administrations d'État ou la fonction publique territoriale, au sein desquelles la connaissance du patrimoine et la maîtrise des opérations sur l'existant deviennent chaque jour plus nécessaires pour réussir l'aménagement des territoires.

La formation est ouverte aux architectes français ou étrangers. La sélection se fait actuellement sur présentation d'un dossier d'œuvres et de croquis et par un entretien avec un jury composé d'enseignants de l'école, d'enseignants des ENSA et de professeurs d'université. Chaque promotion accueille environ 60 élèves. La sélection a lieu en juin, et la rentrée débute septembre.

Les enseignants sont choisis parmi les spécialistes des thèmes traités : ils sont architectes et urbanistes de l'État, architectes en chef des Monuments historiques, architectes du patrimoine, membres du Laboratoire de recherche sur les Monuments historiques, enseignants dans les ENSA, professeurs d'université, chercheurs, ingénieurs, inspecteurs et conservateurs du patrimoine.

Le cursus du DSA est organisé en quatre semestres sur deux années universitaires selon un calendrier fixé chaque année.

Bibliographie : Florence Contenay, Benjamin Mouton, Jean-Marie Pérouse de Montclos, *L'École de Chaillot : Une aventure des savoirs et des pratiques*, Édition des Centres-Cité de l'architecture & du patrimoine 2012

Lien : <https://www.citedelarchitecture.fr/fr/article/diplome-de-specialisation-et-dapprofondissement>

Cité de l'architecture et du patrimoine : les Cours Publics de l'École de Chaillot

Depuis 2006, l'École de Chaillot organise un cycle annuel de conférences intitulé « Cours publics d'histoire et actualité de l'architecture », destiné au grand public, et consacré à un corpus particulier de l'espace bâti : habitats bâtis et paysages ruraux, histoire de la ville, patrimoine industriel ou encore non bâti, comme les jardins. Chaque thème permet d'aborder, à partir de son approche historique, les enjeux de transformation de nos cadres de vie contemporains. La participation de diverses disciplines favorise la compréhension des débats propres à nos contextes culturels et professionnels.

L'École de Chaillot a organisé en 2017-2018, le 12^e cycle des *Cours publics*, achevé le 21 mars 2018 et intitulé *Relever l'héritage après les ruptures de l'Histoire*.

Ce cycle a été consacré au sens donné par les organisations humaines à leurs héritages bâtis, dans l'histoire ancienne et récente, au moment même où les destructions violentes de certains d'entre eux témoignent de la fragilité universelle des cultures du monde : séismes d'Assise, de l'Aquila et d'Amatrice, destructions de Varsovie, de Dresde, d'Alep, de Palmyre, etc. Il a interrogé la protection et les valeurs d'avenir de ce patrimoine matériel dans le contexte du développement des techniques d'information, d'archivage et de représentation en 3D.

Auparavant, les *Cours publics* ont été dédiés aux thèmes suivants :

2016-2017 : *L'espace public à Paris. Figures capitales d'une métropole dans l'histoire*

2015-2016 : *Patrimoines et territoire. Agir pour le climat au XXI^e siècle*

2014-2015 : *Les défis du patrimoine mondial. Modernités, universalité*

2013-2014 : *L'ornement d'architecture. Héritage et innovations, controverses*

2012-2013 : *Histoire des architectures paysannes, modernités du paysage rural*

2011-2012 : *Architecture et paysage de l'industrie, l'avènement d'un patrimoine*

2010-2011 : *Les jardins entre nature et culture*

2009-2010 : *Peut-on inventer la ville ?*

2008-2009 : *Gouverner et c'est construire*

2007-2008 : *Généalogie de l'habitat à travers les siècles*

2006-2007 : *Deux millénaires d'architecture en France*

Lien : <https://www.citedelarchitecture.fr/fr/article/cours-publics-dhistoire-et-actualite-de-larchitecture>

Les groupes de travail de la SFIIC (section française de l'institut international de conservation)

La **SFIIC** est une association à but non lucratif regroupant des spécialistes de la conservation du patrimoine culturel : conservateurs, restaurateurs, scientifiques... Le conseil d'administration est représentatif des trois collèges (« restaurateur »/« conservateur »/« scientifique ») constituant l'association : <http://sfiic.com/>.

Quels sont ses objectifs ?

Elle a pour but de favoriser toute action relative à la conservation des biens culturels, sous quelque forme que ce soit, suivant pour cela les règles déontologiques en vigueur dans les professions concernées, et plus particulièrement celles de l'IIC (International Institute of Conservation), importante organisation internationale, dont le siège se trouve à Londres, et auquel la SFIIC est moralement affiliée, tout en étant entièrement autonome sur le plan de la gestion et des activités.

Les groupes de travail

Les groupes de travail constituent l'une des activités principales et régulières de la SFIIC. Ils permettent les échanges, le suivi des évolutions dans le domaine de la recherche, des rencontres interprofessionnelles, d'assurer des actualités dans les domaines concernés, de communiquer autour de thématiques de travail...

Le groupe de travail est ouvert à tous les adhérents de la SFIIC. Il peut aussi lors de manifestations spécifiques être ouvert à un public plus large et fera dans ce cas l'objet de droits d'inscription spécifiques pour les non adhérents (cf règlement financier de la SFIIC).

Pour chaque groupe de travail, les coordinateurs forment une équipe constituée de conservateurs, restaurateurs et scientifiques. Une importance particulière est accordée au maintien de cette diversité afin de représenter au mieux les échanges entre professionnels travaillant au service des collections patrimoniales.

- [Groupe Pierre/Plâtre/Terre](#)
- [Groupe Textile](#)
- [Groupe Bois](#)
- [Groupe Peinture de chevalet](#)
- [Groupe Dorure](#)

Rejoindre la SFIIC : <http://sfiic.com/index.php/adhesion/>

Promotion du métier et formation à l'AFROA, Association française des régisseurs d'œuvres d'art

L'association a été créée en 1997 dans le but de fédérer les personnels en charge de régie d'œuvres, de définir et d'asseoir un cadre officiel à cette fonction pour en constituer un métier à part entière, ainsi que de valoriser le statut et les missions du régisseur.

Aujourd'hui, l'AFROA s'emploie à poursuivre et développer ce but, en concentrant simultanément ses activités selon trois axes :

- la promotion de la fonction tout d'abord, pour laquelle l'AFROA avait contribué lors de la validation dans les années 2010 des fiches métiers du CNFPT et du Pôle Emploi. L'organisation par l'AFROA en 2016 des États Généraux de la Régie, à Strasbourg, ou encore la réalisation de témoignages filmés qui seront mis en ligne, confortent le vaste champ de compétences des régisseurs ;
- l'enrichissement des connaissances et de l'expertise des professionnels constitue un enjeu primordial pour l'association qui, si elle n'est pas un organisme de formation, souhaite parfaire ou compléter les savoirs et pratiques des régisseurs, notamment en proposant une journée d'étude thématique annuelle, des fiches synthétisant les réponses apportées par les adhérents à une question spécifique préalablement formulée, ou encore des workshops ;
- enfin, l'insertion professionnelle de la nouvelle génération de diplômés issus des formations spécialisées en régie. L'association veille à transmettre des annonces de stages et de postes par le biais de ses réseaux sociaux, et souhaite encore initier un système de parrainage pour de jeunes diplômés auprès des membres du Conseil d'administration.

<http://www.afroa.fr/>

Santé et sécurité en conservation-restauration : le programme Joconda

Le programme « Joconda/Leonardo da Vinci » est né de réunions professionnelles initiées par le Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches (Draguignan)¹⁹ sur le thème de la santé/sécurité en conservation-restauration.

En classant cette thématique seconde sur près de 500 propositions, l'Union Européenne a clairement indiqué l'importance du sujet. En regroupant divers pays européens²⁰, entre 2011 et 2013, ce programme a permis la rencontre entre professionnels de la prévention et de la conservation-restauration. Il a notamment permis la conception d'un « outil d'évaluation des situations dangereuses²¹ » qui offre une première sensibilisation aux risques professionnels encourus par les conservateurs-restaurateurs afin d'initier des échanges sur un sujet encore parfois tabou... La dynamique qui s'en est suivie a encouragé l'organisation d'un colloque sur la même thématique en 2013²² parrainé par l'Unesco. Un dossier consacré aux risques professionnels rencontrés en conservation-restauration du patrimoine a également été édité par l'INRS²³ en mai 2017. D'autres rencontres, plus orientées vers les responsables de collections ou les archéologues se sont également déroulées et ont été publiées²⁴.

La notion de prévention des risques au travail concerne non seulement les personnes mais aussi les collections. En effet, de mauvaises conditions de travail peuvent entraîner des accidents capables d'altérer ou de détruire les biens supposés être préservés. En outre, l'absence de statut juridique empêche la mise en place d'une étude nationale sur la sinistralité/les conditions de travail de cette profession par les différentes Carsat et l'accès de ces professionnels aux aides financières et à des actions de formation et de prévention. Le rapprochement de deux logiques de prévention des dommages aux biens/dommages aux hommes et à l'environnement, sont au cœur de nos réflexions vers l'émergence d'un nouveau concept : « la conservation prévisionniste ».

Jacques REBIÈRE, Gérant de la SCOP LC2R

Conservateur-Restaurateur métal et référent gestion des sinistres

Françoise MIECAREK, Associée de la SCOP LC2R

Conservateur-Restaurateur métal/matériaux composites et référent hygiène et sécurité, LC2R

¹⁹ En 2007, dans le cadre des Journées des Restaurateurs en Art et Archéologie, avec le SMADVO et le CNRS (Florence DUSSERE et Florence MONIER), en 2010 avec le CICRP. Les deux publications sont accessibles sur le site : www.art-conservation.fr

²⁰ Espagne, France, Hongrie, Italie, Slovaquie, Suisse

²¹ <http://art-conservation.fr/joconda/>

²² « Conservation-Restauration et santé/sécurité des personnes et de l'environnement », 18-21/06/2013. Draguignan-Figanières.

²³ « Travail Sécurité, Le mensuel de la prévention des risques professionnels », INRS, n°783, mai 2017 p. 13-25.

²⁴ « La lettre de l'OCIM, Risques professionnels au musée », n°168, novembre-décembre 2016. Les conférences filmées sont accessibles : <http://art-conservation.fr/colloques2/>.

« High-Tech et Patrimoine » - Journée organisée par le groupement des entreprises de restauration des monuments historiques (GMH)

Valoriser les techniques innovantes et montrer qu'elles peuvent faire progresser les métiers du patrimoine : telle était l'idée de départ du colloque conçu en 2011 pour rassembler des expériences et les mutualiser. Fort du succès rencontré, « High Tech et Patrimoine » est devenu annuel. Cette journée s'adresse à tous les publics et contribue à renforcer le partenariat entre les entreprises et les prescripteurs.

Rendez-vous le 12 avril 2018 au colloque HIGH TECH & PATRIMOINE, organisé par le Groupement des Entreprises de Restauration des Monuments Historiques – GMH, au Palais d'Iéna – PARIS, pour la 5^e édition.

Les technologies les plus modernes appliquées au patrimoine sont de formidables outils au service de la profession et des monuments.

400 participants sont attendus au colloque, le rendez-vous incontournable des acteurs du patrimoine et de la restauration : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, responsables de bureaux d'études et de laboratoires, ainsi que des économistes et des entrepreneurs.

Les intervenants, professionnels reconnus de la filière, présenteront des innovations technologiques, mises en œuvre par des entreprises du GMH :

- Laser, le renouveau d'une technique décrite
 - Speed High Tech du Patrimoine : 3 innovations au service du patrimoine en quelques mn
 - Le château de Budé, un cas concret d'application du BIM
 - Greffe numérique, l'avenir de la restauration ?
 - Sauvetage des vitraux de la Sainte Chapelle
 - Présentation du guide sur la restauration des bétons du patrimoine
 - Ateliers numériques AGP : les outils Microsoft au service des métiers du bâtiment.
- Pendant la pause et le cocktail, sur inscription.

Pour s'inscrire et consulter le programme :

<https://www.billetweb.fr/colloque-high-tech-patrimoine-gmh>

[Programme et intervenants colloque](#)

Diffusion de l'information aux professionnels de la conservation : offre du CRC (centre de recherche sur la conservation)

Le Centre de Recherche sur la Conservation, unité de service et de recherche (USR) sous la triple tutelle du Ministère de la Culture, du Muséum National d'Histoire Naturelle et du CNRS, rassemble trois équipes :

- le laboratoire de recherche des monuments historiques,
- l'équipe conservation-recherche de la Philharmonie de Paris,
- le Centre de recherche sur la conservation des collections.

Le CRCC diffuse les résultats de ses travaux au travers de journées d'étude comme « Lumières sur le Codex Borbonicus » (oct. 2017), « Les rescapés du feu, L'imagerie scientifique au service des manuscrits de Chartres » (nov. 2017) ou « Les négatifs papier français : production, caractérisation, conservation » (déc. 2017).
<http://crc.mnhn.fr/>

En 2018, le CRC organisera avec le concours du MIC et du Mnhn des journées autour de la conservation des spécimens en fluide dans les collections naturalia à l'automne 2018.

Par le biais de l'Association pour la Recherche Scientifique sur les Arts Graphiques (ARSAG), le CRC participe annuellement à la préparation de rencontres thématiques dévolues aux professionnels de la conservation, la prochaine se tiendra le 30 mars 2018 dans l'auditorium de la Grande Galerie de l'Évolution du Muséum national d'Histoire naturelle à Paris sur le thème de la biodétérioration en hommage à Françoise Fliedner le 3 mai 2018.

Le LRMH organise périodiquement une journée d'étude présentant l'actualité des programmes de recherche menés par ce service à compétence nationale du service du patrimoine. Après une première édition le 11 octobre 2016 (compte-rendu et vidéos en ligne), la prochaine journée d'étude « Le LRMH dans tous ses états » aura lieu le 31 mai 2018 à l'auditorium Colbert (Inp-INHA, 2 rue Vivienne, 75002 Paris) :
<http://www.lrmh.fr/Deuxieme-journee-d-etude-du-LRMH.html>.

Il organise également des journées de présentation en région en collaboration avec les DRAC. La première a eu lieu à Rennes le 10 novembre 2017, la prochaine se déroulera à Marseille le 6 avril et enfin une journée est prévue à Caen le 17 octobre 2018.

Le LRMH contribue régulièrement à la revue MONUMENTAL, revue scientifique et technique des monuments historiques) et certains des dossiers scientifiques parus dans cette revue sont accessibles en ligne sur son site internet : <http://www.lrmh.fr/>.

Les équipes contribuent toutes à la formation initiale et permanente des scientifiques de la conservation, des conservateurs, des architectes et des restaurateurs.

<http://crc.mnhn.fr/-Formation-par-la-recherche-.html>

Les métiers en Europe, la méthode ouverte de coordination (MOC)

La méthode ouverte de coordination (MOC), définie et adoptée par le Conseil européen de Lisbonne en mars 2001, est un mode de coordination souple et non contraignant entre les États-membres de l'Union européenne qui fonctionne par étapes : le Conseil des Ministres donne son accord sur des objectifs politiques multiples dans différents secteurs. Les États membres transposent ensuite les lignes directrices dans leurs politiques nationales et locales. Puis, s'effectuent le *benchmarking* et la construction d'indicateurs qui aboutissent à un système de partage d'information, d'échange de bonnes pratiques, d'évaluation par les pairs. Ce mode de gouvernance intergouvernemental, basé sur la coopération volontaire des États, vise ainsi à faire converger les politiques nationales sur des sujets d'intérêts communs. Les États se donnent un certain nombre d'objectifs et d'indicateurs communs, mais sans recours à la contrainte légale et utilisent des outils tels que les guides de bonne conduite, le partage de bonnes pratiques, l'évaluation par les pairs, le *benchmarking*, et est basée sur la coopération volontaire des États.

La MOC a été introduite dans le secteur des politiques culturelles par l'Agenda européen de la Culture. Dans ce cadre, la Commission européenne a créé des groupes de travail composés d'experts issus des pays États-membres de l'Union Européenne.

Le plan de travail en faveur de la culture (2011-2012)

À la suite d'un constat établi sur le fait que les coûts d'assurance pour l'organisation d'expositions européennes et internationales étaient de plus en plus élevés pour les organisateurs, un de ces groupes de travail en 2011-2012 sur le thème de la « mobilité des collections » dans le domaine des musées. Ceci, dans la perspective de proposer des pistes de rapprochement des législations nationales, de faciliter les procédures de prêts d'œuvres et d'encourager les mouvements d'œuvres d'art au sein de l'Union européenne. En septembre 2012, un rapport et une boîte à outils ont été produits sur « les modalités pratiques de réduction des coûts liés au prêt et à l'emprunt des biens culturels entre États-membres de l'Union européenne ». Ces documents ont été présentés lors du Conseil des Affaires Culturelles (CAC) à Bruxelles.

Le plan de travail en faveur de la culture (2015-2018)

Ce plan de travail fixe les priorités de la coopération européenne dans le domaine de l'élaboration des politiques culturelles. Les 4 priorités pour cette période quinquennale sont : Culture accessible et inclusive ; Patrimoine culturel ; Secteurs culturels et créatifs : économie créative et innovation ; Promotion de la diversité culturelle, culture dans les relations extérieures de l'UE et mobilité.

Dans le cadre de la priorité B, consacrée au patrimoine culturel, un groupe de travail s'est réuni sur la question de la Gouvernance participative du patrimoine culturel. Sur une durée de deux ans (2015-2016), il a consisté à recenser et comparer les politiques publiques au niveau national et régional, identifier les bonnes pratiques, en coopération avec les réseaux existants en matière de patrimoine. Un manuel de bonnes pratiques à l'intention des décideurs politiques et des institutions de gestion et de conservation du patrimoine culturel devrait être publié en 2018, dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018.

Le second groupe de travail se réunit à plusieurs reprises en 2017-2018 sur le thème de la transmission des savoirs et des savoir-faire afin de lutter et proposer des solutions pour remédier au manque annoncé de professionnels dans certains secteurs patrimoniaux en Europe.

Voices of culture

Rapport Voices of culture

<http://www.voicesofculture.eu/skills-training-knowledge-transfer-in-cultural-heritage/>

Diffusion de l'information aux professionnels de la conservation : l'offre du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF)

Le C2RMF a pour mission de mettre en œuvre, en liaison avec les conservateurs responsables des collections, la politique du service des musées de France (direction générale des patrimoines) en matière de recherche, de conservation préventive et de restauration des collections des musées de France. Il constitue et conserve une documentation sur les matériaux, les techniques et la restauration des œuvres des musées.

Ses équipes sont constituées de professionnels de disciplines très différentes, scientifiques de la conservation, radiologues, photographes, conservateurs, restaurateurs, régisseurs, archivistes et documentalistes. Le Centre contribue largement à la formation initiale et tout au long de la vie des professionnels de la conservation du patrimoine, à travers sa participation aux enseignements et stages de l'Institut national du patrimoine, du master de conservation-restauration des biens culturels et de conservation préventive de Paris 1, de l'Ecole du Louvre ou de la direction générale des patrimoines. Il forme par la recherche de futurs scientifiques de la conservation en accueillant dans ses laboratoires des étudiants en master, des doctorants et post-doctorants.

Le C2RMF diffuse le résultat de ses travaux auprès des professionnels de plusieurs manières :

Il organise en moyenne **deux séminaires par mois** dans son amphithéâtre. Ceux-ci lui permettent de faire connaître son activité, de diffuser les résultats de la recherche conduite au laboratoire, dans les ateliers de restauration et dans le domaine de la conservation préventive, en privilégiant des présentations transdisciplinaires. Ces séminaires proposent aussi une ouverture sur l'actualité de la recherche et de la restauration par des interventions de professionnels extérieurs français et étrangers (chercheurs, restaurateurs, professionnels des musées). Les séminaires sont ouverts aux professionnels de la conservation-restauration et aux étudiants dans la limite des places disponibles.

Il publie régulièrement dans des revues ou des actes de colloques scientifiques français et internationaux, mais il dispose également de son propre support. Éditée par le C2RMF, **Technè** est une revue scientifique de caractère interdisciplinaire consacrée à l'étude scientifique et à la préservation du patrimoine culturel. Elle publie deux fois par an des contributions richement illustrées dans plusieurs langues. La programmation fait alterner des numéros thématiques et des numéros d'actualité rendant compte des dernières études de laboratoire et campagnes de conservation-restauration dans différents domaines patrimoniaux.

À titre d'exemple, le numéro 43, *Une Europe de la recherche en sciences du patrimoine*, propose un bilan historique des programmes européens et expose les principaux résultats apportés par les programmes Eu-ARTECH et CHARISMA. Le dernier numéro paru, le numéro 45, *Bronzes grecs et romains : études récentes sur la statuaire antique*, contient les actes d'une journée d'études co-organisée par le C2RMF et le musée du Louvre, ainsi que les résultats de recherches récentes menées par le C2RMF et différents partenaires. La revue est disponible sur commande en librairie ou à la librairie du Louvre. À partir de fin 2018, elle sera disponible en ligne sur le site du C2RMF.

Le C2RMF organise depuis 2016 des **journées d'étude** en région, destinées aux professionnels de la conservation du patrimoine. Les premières ont eu lieu à Nancy en octobre 2016 et portaient sur « Les préalables à la restauration ». Elles ont été l'occasion de présenter différentes typologies d'études techniques et scientifiques destinées à étayer de futures opérations de restauration. Cette année seront à nouveau organisées deux journées au musée d'arts de Nantes, sur « Les mémoires de la restauration », les 15 et 16 novembre 2018, afin de sensibiliser les professionnels à l'importance de la traçabilité des interventions de conservation-restauration. Les actes seront publiés en ligne sur le site du C2RMF.

Sur le site web du C2RMF est disponible un ensemble de fiches techniques sur la conservation préventive, le climat, la lumière, l'emballage et le transport, le marquage, la gestion de fonds photographiques. Est également proposé un Vademecum pour la rédaction d'un cahier des charges en conservation-restauration de biens culturels. On y trouve enfin des informations sur quelques opérations phares menées par les équipes du C2RMF.

<http://c2rmf.fr/>

Journées professionnelles 2018
Conserver et restaurer le patrimoine culturel. Des métiers et des pratiques en évolution

Membres du groupe de travail conservation-restauration, comité d'organisation
Direction générale des Patrimoines

Corinne BÉLIER, directrice du Musée des monuments français, Cité de l'architecture et du patrimoine
Marie-Hélène BÉNÉTIÈRE, chargée de mission Parcs et jardins, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines
Florence BERTIN, chef du service Conservation préventive et Restauration, Paris, musée des Arts décoratifs
Aude BODET, chef du département des Collections, CNAP/FNAC
Isabelle BONNARD, expert en restauration, département de la Conservation, Bibliothèque nationale de France
Stéphanie CELLE, chef du bureau des Professions, de la Maîtrise d'œuvre et de la Commande architecturale, service de l'Architecture, direction générale des Patrimoines
Jean-François DELHAY, chef du bureau de l'Ingénierie et de l'Expertise technique, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines
Dominique DUPUIS-LABBÉ, chef du bureau des Acquisitions, de la Restauration, de la Conservation préventive et de la Recherche, sous-direction des Collections, service des Musées de France, direction générale des Patrimoines
Jane ÉCHINARD, adjointe au directeur des Études du département des Restaurateurs, Institut national du patrimoine
Sophie GOEDERT, sous-direction de l'Archéologie, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines
Catherine GRAINDORGE, directrice des Études et de la Recherche, École de Chaillot
Judith KAGAN, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines
Bertrand LAVÉDRINE, directeur du Centre de recherche sur la conservation des collections, Muséum national d'histoire naturelle
Bertrand LE DANTEC, adjoint au chef du service de la Conservation préventive, direction de la Recherche et des Collections, musée du Louvre
François LENELL, chargé de mission Patrimoine, bureau du Patrimoine, département des Bibliothèques, service du Livre et de la Lecture, direction générale des Médias et des Industries culturelles
Pascal LIÉVAUX, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, direction générale des Patrimoines
Marie-Anne LOEPER-ATTIA, chargée de la conservation préventive et curative des collections, Laboratoire de recherche et de restauration, Cité de la musique - Philharmonie de Paris
Aline MAGNIEN, directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques
Lorraine MAILHO, chef du département Restauration, Centre de recherche et de restauration des musées de France
Roland MAY, directeur du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine
Isabelle MERLY, service de la Restauration des œuvres, musée national d'Art moderne
Amélie MÉTHIVIER, conservation-restauration de sculptures, référente de la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration pour les marchés publics
Véronique MILANDE, responsable de la Conservation des œuvres d'art religieuses et civiles, ville de Paris
Thi-Phuong NGUYEN, chargée de mission pour les questions de conservation, bureau des Traitements et de la Conservation, service interministériel des Archives de France, direction générale des Patrimoines
Isabelle PALLOT-FROSSARD, directrice du Centre de recherche et de restauration des musées de France
Nathalie PALMADE-LE DANTEC, adjointe au directeur des Études, chargée de la formation permanente, Institut national du Patrimoine
Charlotte PERIN, chef du bureau de la Gestion des vestiges et de la Documentation archéologique, sous-direction de l'Archéologie, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines
Hélène PERREL, responsable de la Régie des œuvres, musée des Monuments français, Cité de l'architecture et du patrimoine
Olivier PIFFAULT, directeur du département de la Conservation, Bibliothèque nationale de France
Régis PRÉVOT, chargé du domaine de l'ethnographie extra-européenne, département de la Restauration et département de la Conservation préventive, Centre de recherche et de restauration des musées de France
Clotilde PROUST, responsable du Laboratoire de restauration, Musée d'archéologie nationale
Bénédicte ROLLAND-VILLEMOT, sous-direction de la Politique des musées, bureau des Réseaux territoriaux, service des Musées de France, direction générale des Patrimoines
Véronique ROUCHON, directrice adjointe, Centre de recherche sur la conservation des collections
Véronique SORANO-STEDMAN, chef de service de la Restauration des œuvres, musée national d'Art moderne
Anne TRICAUD, bureau des Acquisitions, de la Restauration, de la Conservation préventive et de la Recherche, sous-direction des Collections, service des Musées de France, direction générale des Patrimoines
Anne de WALLENS, chef du service de la Conservation préventive, direction de la Recherche et des Collections, musée du Louvre
Olivier ZEDER, conservateur en chef du patrimoine, directeur des Études du département des Restaurateurs, Institut national du patrimoine

Coordination et organisation des journées professionnelles 2017

Pascal LIÉVAUX, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique
Judith KAGAN, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, SP/SDMHEP
Françoise COSLER, chargée d'études, département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique
Marie-Pierre PICHON, chargée de mission, bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, SP/SDMHEP
Émilie MAUME, chargée des manifestations culturelles, scientifiques et du mécénat, Institut national du patrimoine
Hélène PERREL, responsable de la Régie des œuvres, musée des Monuments français, CAPA
Andrée-Émilie SÉGURA, musée des Monuments français, CAPA
Ont contribué à l'élaboration de cette publication :
Laurent BRUEL, département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, pour la réalisation de la couverture
Sophie GOEDERT, sous-direction de l'Archéologie, pour le dossier documentaire
Catherine GROS, centre André Chastel, pour la relecture éditoriale

Conserver et restaurer le patrimoine culturel

Des métiers et des pratiques en évolution

2018
ANNÉE EUROPÉENNE
DU PATRIMOINE
CULTUREL
#EuropeForCulture

En cette Année européenne du patrimoine culturel, les huitièmes Journées professionnelles de la conservation-restauration des biens culturels sont consacrées à l'exercice des métiers indispensables aux mesures et actions de la conservation-restauration : formation initiale, adaptation de la formation à la réalité du terrain, évolutions des pratiques, évolution du métier, des compétences requises, place du métier dans le processus de conservation-restauration du patrimoine culturel, enjeux pour l'avenir...

Après une introduction historique, l'évolution des métiers sera abordée à travers la transformation des pratiques, au regard notamment de nouveaux patrimoines, le développement de nouvelles compétences voire de nouveaux métiers, la modification de la commande et de l'économie de la conservation restauration, les perspectives et enfin l'évolution des besoins en matière de formation.

Tables rondes et études de cas permettront à une quarantaine d'intervenants de s'exprimer et de présenter leurs expériences dans tous les métiers (restaurateurs, conservateurs, architectes, entreprises, ingénieurs, régisseurs, ...) et dans tous les champs patrimoniaux (archives, bibliothèques, musées, archéologie, monuments historiques...).

Organisation

Ministère de la Culture
direction générale des Patrimoines

Institut national du patrimoine

Cité de l'architecture
& du patrimoine,
Musée des monuments français



inp Institut national
du patrimoine

